



CÔTE D'IVOIRE

QUESTIONS GÉNÉRALES

Juillet 2021

Le présent document de la série des questions générales sur la Côte d'Ivoire a été établi par une équipe des services du Fonds monétaire international. Il repose sur les informations disponibles au moment où il a été achevé, le 6 juillet 2021.

Ce document peut être obtenu sur demande à l'adresse suivante :

International Monetary Fund • Publication Services
PO Box 92780 • Washington, D.C. 20090
Téléphone : +1 (202) 623-7430 • Télécopie : +1 (202) 623-7201
Courriel : publications@imf.org Site web : <http://www.imf.org>
Prix : 18 dollars l'exemplaire imprimé

Fonds monétaire international
Washington



COTE D'IVOIRE

QUESTIONS GÉNÉRALES

6 juillet 2021

Approuvé par
Le Département Afrique

Rédigé par José Gijon, Dominique Simard, Frederic Lambert, Rasmane Ouedraogo, et Hermann Yohou (AFR), Genet Zinabou and Jean-Marc Fournier (FAD), et Anna Fruttero (SPR).

CONTENTS

CADRE DE GOUVERNANCE : SITUATION ACTUELLE ET PISTES POUR L'AVENIR	3
A. Justification et contexte	3
B. Évaluation générale du cadre de gouvernance	7
C. Recommandations de politique publique	14
ENCADRE	
1. Principaux repères de gouvernance mis en œuvre depuis 2012	4
GRAPHIQUES	
1. Indicateurs de gouvernance mondiaux, 2011–19	5
2. Impact de la corruption sur l'environnement des affaires, 2016	6
3. Perceptions de la gouvernance et de la corruption et niveau de développement	7
4. Dépense publique et responsabilité financière	9
5. Indice de l'état de droit	14
Bibliographie	17
COMMENT MAINTENIR LA DYNAMIQUE DE L'ÉPISODE DE CROISSANCE EN CÔTE D'IVOIRE?	19
A. Introduction	19
B. Évaluation comparative du récent épisode de croissance en Côte d'Ivoire	22
C. Quels sont les principaux facteurs d'une croissance pérenne? Approche économétrique	31
D. Implications pour les politiques publiques	44
GRAPHIQUES	
1. Évolution du PIB par habitant en Côte d'Ivoire et comparateurs	20
2. Composition de la croissance	24
3. Environnement macroéconomique – secteur budgétaire	25

4. Environnement macroéconomique – General	27
5. Structure de Production	29
6. Inclusion sociale et capital humain	30

TABLEAUX

1. L'effet des conditions extérieures sur la probabilité d'une période de croissance soutenue	34
2. L'effet des finances publiques sur la probabilité d'une croissance soutenue	35
3. L'effet du macroenvironnement général sur la probabilité d'une période de croissance soutenue	37
4. Effet de la structure de production sur la probabilité d'un épisode de croissance soutenue	39
5. L'effet de l'infrastructure et de l'environnement commercial sur la probabilité d'une croissance soutenue	40
6. L'effet du capital humain et de l'inclusion sociale sur la probabilité de croissance soutenue	43
Bibliographie	46

ANNEXES

I. Épisodes de croissance utilisés dans l'exercice de comparaison	47
II. Variables utilisées aux fins de comparaison et d'analyse économétrique	49

POTENTIEL DE GAINS D'EFFICIENCE DES DEPENSES PUBLIQUES PRODUCTIVES POUR UNE CROISSANCE INCLUSIVE	52
A. Motivation	52
B. Affecter les ressources publiques à des dépenses productives	53
C. Investissement public dans le capital physique	54
D. Investissement public dans le capital humain	58
E. Conclusion	64

ENCADRE

1. Mesurer l'efficience en utilisant les méthodes des frontières	55
Bibliographie	66

CADRE DE GOUVERNANCE : SITUATION ACTUELLE ET PISTES POUR L'AVENIR¹

La Côte d'Ivoire aspire à obtenir le statut de pays émergent dans un avenir proche. Cette étude évalue son cadre et ses processus de gouvernance à l'aune de cet objectif. Bien que les réformes récentes et en cours de la gestion des finances publiques (GFP) et de l'administration fiscale aient généralement contribué à améliorer la perception relative de la gouvernance, la Côte d'Ivoire doit continuer à renforcer son cadre de gouvernance au moyen de nouvelles réformes exhaustives et globales, notamment en perfectionnant l'état de droit et le système judiciaire ainsi qu'en comblant l'écart de perception avec les autres marchés émergents.

A. Justification et contexte

1. Au cours des dix dernières années, la Côte d'Ivoire s'est appliquée à faire du secteur privé le principal moteur de la croissance. Alors que le Plan National de Développement (PND) 2012-15 était axé sur le renforcement de la sécurité et la reconstruction de l'économie suite à la guerre civile, le PND 2016-20 ciblait davantage le développement du secteur privé (Côte d'Ivoire, 2015 ; Côte d'Ivoire, 2016 ; encadré 1). L'action publique a porté sur l'amélioration de l'environnement des entreprises au moyen de politiques macroéconomiques et budgétaires saines, la modernisation des infrastructures, le développement du capital humain ainsi que la mise en œuvre de réformes structurelles destinées à rationaliser les réglementations et à renforcer la qualité des services publics aux entreprises.

2. Au sein de cette stratégie, le premier pilier du PND 2016-20 des autorités était le perfectionnement des institutions et de la gouvernance. Dans le cadre du PND 2012-15, les mesures visant à améliorer la gouvernance avaient surtout consisté à établir le cadre juridique et institutionnel afin de lutter contre la corruption et de renforcer la transparence. Elles ont servi de fondement à celles mises en œuvre dans le PND 2016-20 qui sont axées sur le renforcement de la qualité du cadre institutionnel, l'application de la gouvernance électronique, la poursuite du développement du système judiciaire, le renforcement de la transparence et l'extension du cadre juridique de protection des consommateurs.

¹Rédigé par José Gijon, Dominique Simard et Frederic Lambert (tous du département Afrique).

Encadré 1. Côte d'Ivoire : principaux repères de gouvernance mis en œuvre depuis 2012

Alors que le PND 2012-15 était axé sur le renforcement de la sécurité et la reconstruction de l'économie suite à la guerre civile, le PND 2016-20 ciblait plus spécifiquement le développement du secteur privé.

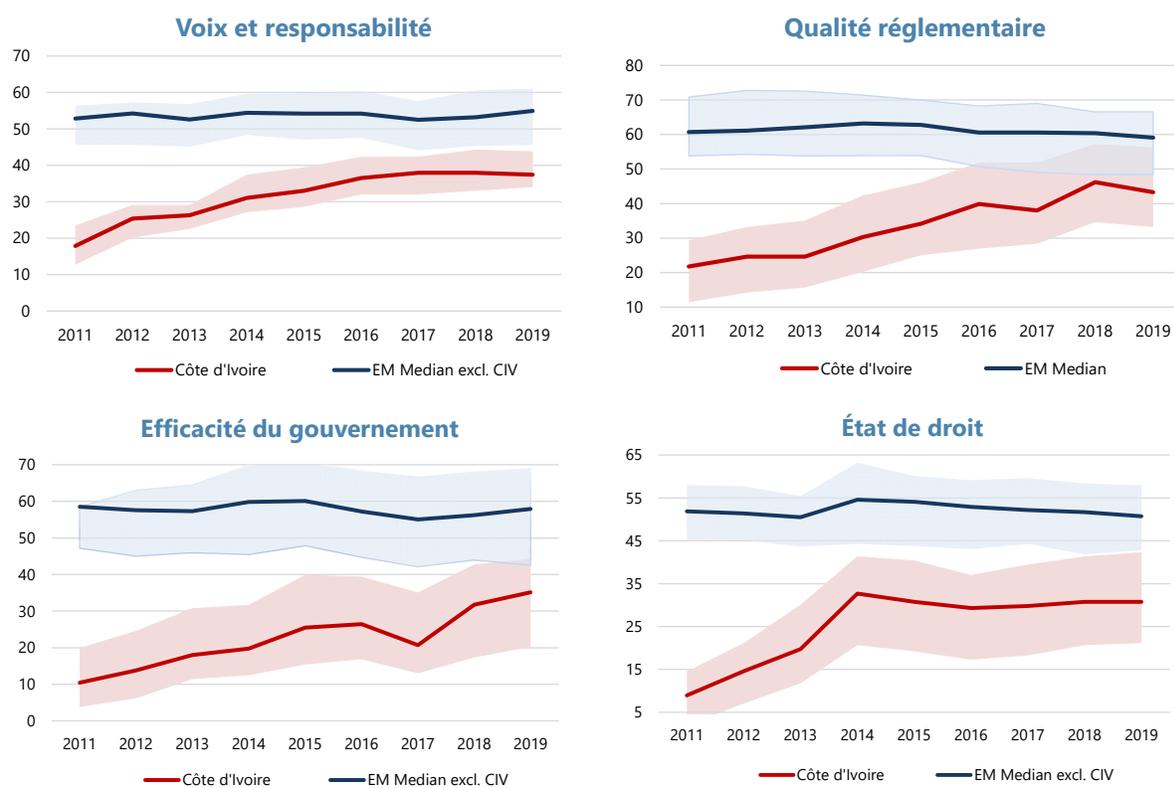
Dans le cadre du **Plan National de Développement 2012-15**, les autorités ont :

- Ratifié en 2012 la convention des Nations Unies contre la corruption.
- Créé au sein de l'inspection générale des finances une brigade chargée de la lutte contre la corruption.
- Établi le tribunal de commerce et renforcé les capacités du système judiciaire par le recrutement et la formation.
- Créé en 2013 la Haute Autorité pour la bonne gouvernance, principal organe de lutte contre la corruption et continué à la réformer en 2015 afin d'améliorer sa gouvernance et ses opérations.
- Créé le Secrétariat national de lutte contre la corruption.
- Adopté un nouveau code minier conforme à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives.
- Adopté une loi portant code de transparence dans la gestion des finances publiques.
- Renforcé la gouvernance des communes en amorçant en 2013 un processus de décentralisation.
- Adopté en 2013 une loi sur l'accès aux informations et créé en 2015 une Commission d'accès aux documents d'intérêt public.
- Adopté une loi sur la concurrence
- Adopté des lois sur le commerce en ligne et de lutte contre la cybercriminalité.

Dans le cadre du **Plan National de Développement 2016-20** dont la principale priorité était le renforcement de la qualité du cadre institutionnel et de la gouvernance, les autorités ont :

- Progressé dans la mise en œuvre du gouvernement électronique : le système de déclaration et de paiement en ligne est en place, au même titre que le système de gestion en ligne des dossiers de traitement des remboursements de la taxe sur la valeur ajoutée ; tous les ministères sont connectés à la plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.
- Établi la Cour des comptes en 2018 et l'ont renforcée en 2019.
- Durci les obligations de déclaration de patrimoine des élus locaux et des hauts fonctionnaires.
- Adopté en 2018 une loi établissant la Cour de cassation et le Conseil d'État et installé la Cour de cassation en 2019. En vertu des amendements à la constitution adoptés le 19 mars 2020, ces entités auront le même statut que la Cour des comptes ; les lois organiques appliquant cette réforme ont été adoptées en conseil des ministres.
- Établi en 2016 le Conseil supérieur de la magistrature.
- Adopté en 2016 une loi sur la protection des consommateurs.
- Adopté en 2017 SIGFAE, Système Intégré de Gestion des Fonctionnaires et Agents de l'Etat.
- Modernisé la poste en instaurant en 2016 un service de transfert monétaire par téléphonie mobile.
- Adopté en 2019 une loi établissant le Fonds national de développement de la statistique.
- Créé en 2019 un observatoire national de la qualité des services financiers.
- Publié le premier guide du citoyen pour la loi de finances 2019.
- Renforcé en 2019 la réglementation en matière de passation de marchés publics

Sources : République de Côte d'Ivoire (2015) « Revue du Plan national de développement 2012-15 », Tome I, Rapport de la revue globale. République de Côte d'Ivoire (2016) « Plan national de développement 2016-20 », rapports d'actualité et site Internet du gouvernement de Côte d'Ivoire.

Graphique 1. Côte d'Ivoire : indicateurs de gouvernance mondiaux, 2011–19^{1, 2}

Sources : Indicateurs de gouvernance mondiaux, Daniel Kaufmann (Natural Resource Governance Institute et Brookings Institution) et Aart Kraay (Banque mondiale).

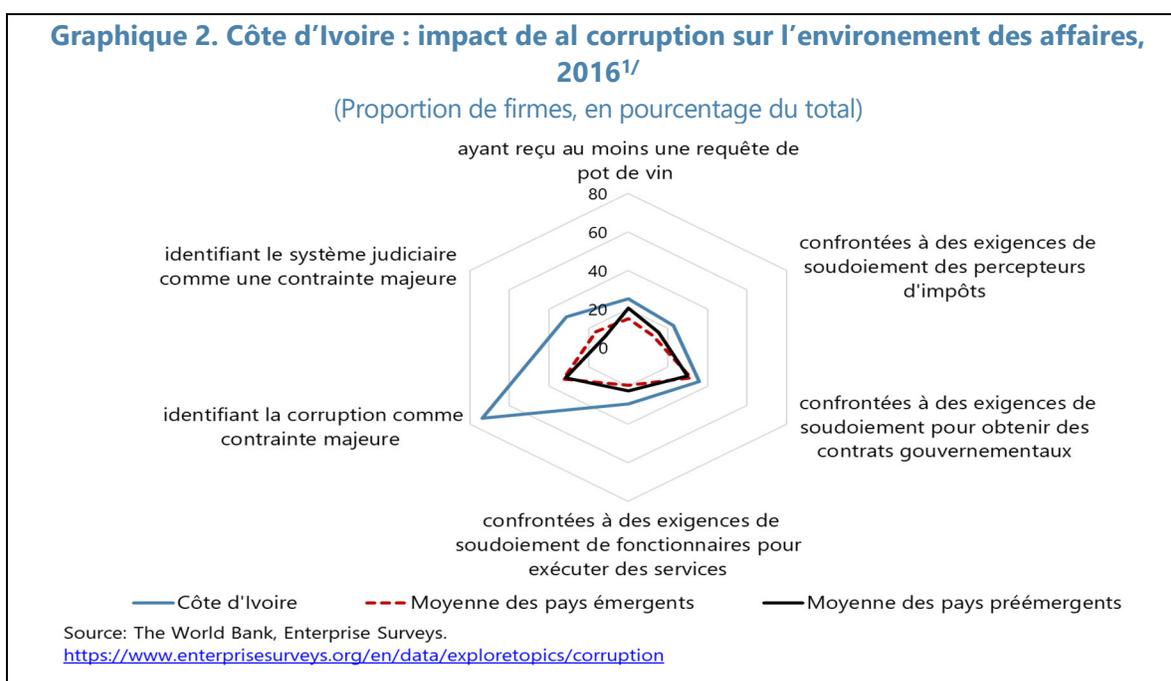
1/ Classement en percentile de 0 à 100, la valeur la plus élevée correspondant aux meilleurs résultats. Les bandes colorées indiquent l'intervalle de confiance de 90 % autour du classement estimé. Les classements rendent compte de la performance relative plutôt qu'absolue. Ils se fondent sur des indicateurs composites de la gouvernance basés sur plus de 30 sources de données, rééchantillonnées et conjuguées pour établir des indicateurs agrégés utilisant une méthodologie statistique intitulée « modèle à composantes inobservables ». Toutes les données de recherche résumant les opinions sur la qualité de la gouvernance sont tirées d'enquêtes auprès d'un grand nombre d'entreprises, de citoyens et d'experts. Elles ont été recueillies auprès de nombreux instituts d'enquête, de groupes de réflexion, d'ONG, d'organisations internationales et d'entreprises du secteur privé.

2/ Les indicateurs fondés sur des enquêtes rendent compte des perceptions des répondants sur la qualité de la gouvernance et il convient donc de les interpréter avec précaution.

3. Les réformes de la gouvernance mises en œuvre depuis 2012 forment un socle solide, concourant à améliorer sa perception. Selon les indicateurs de gouvernance mondiaux (WGI), le classement relatif de la Côte d'Ivoire en matière de perception de la gouvernance s'améliore depuis 2011, s'approchant progressivement des niveaux des pays émergents. C'est en particulier le cas pour l'efficacité des pouvoirs publics et la qualité de la réglementation (voir intervalles de confiance qui se chevauchent dans les graphiques ci-dessous), qui reflètent l'amélioration du cadre réglementaire en matière de création d'entreprise, d'obtention des permis de construire, d'obtention de prêts, de

paiement des taxes et impôts et d'exécution des contrats.² L'écart avec les pays émergents reste assez sensible concernant les indicateurs relatifs à l'état de droit et à la responsabilité des pouvoirs publics.

4. Toutefois, en 2016, l'écart restait sensible avec les pays émergents en matière de perception de la corruption. En 2016, les trois quarts des entreprises ivoiriennes indiquaient que la corruption constituait un obstacle majeur à leurs opérations³, une proportion bien supérieure à celle observée dans les pays émergents.



5. C'est particulièrement pertinent sachant que des données probantes internationales montrent que la gouvernance est négativement corrélée avec le niveau de développement, notamment en Afrique subsaharienne (AfSS). Hammadi et autres (2019) montrent que la gouvernance (perceptions de la corruption) est positivement (négativement) corrélée avec le PIB par habitant tant dans les pays de l'AfSS que dans le reste du monde. Bien qu'il ne s'agisse pas de la preuve d'un lien de causalité entre amélioration de la gouvernance et croissance, leurs travaux mettent aussi en évidence de façon empirique que la corruption nuit à l'efficacité de la dépense publique, ce qui pénalise ensuite la croissance, et que l'amélioration de différents aspects de la gouvernance est susceptible d'engendrer des bénéfices substantiels.

6. Dans ce contexte, il est approprié de cibler la gouvernance en vue d'améliorer le climat des affaires et donc de soutenir la croissance générée par le secteur privé en Côte d'Ivoire. Compte

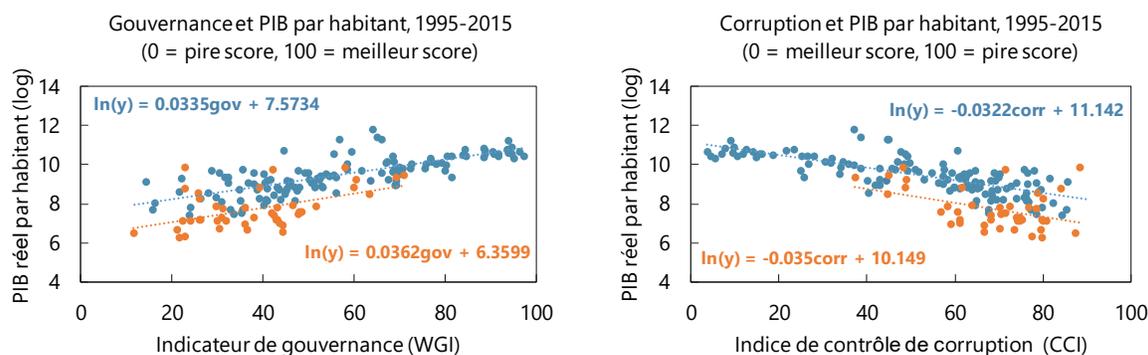
²Notamment par l'adoption d'une loi qui régleme tous les aspects de la médiation constituant ainsi un mécanisme alternatif de résolution des litiges. Voir Banque mondiale (2020).

³Enquêtes auprès des entreprises www.enterprisesurveys.org, Banque mondiale.

L'enquête a été conduite avant la mise en œuvre du PND 2016-20 et ne prend donc pas en compte d'éventuelles améliorations récentes.

tenu de l'existence d'un lien entre gouvernance et croissance, cette étude évalue les progrès réalisés pour combler l'écart de gouvernance avec les marchés émergents et propose des pistes pour accélérer ce processus fondées sur les indicateurs de gouvernance mondiaux. Bien entendu, les limitations des données ne permettent une évaluation que jusqu'à la dernière observation pour chaque indicateur, de sorte que les changements plus récents apportés au cadre de gouvernance peuvent ne pas être reflétés dans cette analyse.

Graphique 3. Côte d'Ivoire : perceptions de la gouvernance et de la corruption et niveau de développement



Sources : Indicateurs de gouvernance mondiaux, Daniel Kaufmann (Natural Resource Governance Institute et Brookings Institution) et Aart Kraay (Banque mondiale) ; Penn World Tables ; et Hammadi, Mills, Sobrinho, Thakoor, Velloso (2019). Les points orange indiquent les pays de l'AfSS et les points bleus le reste du monde. Les lignes en pointillés sont des tendances linéaires ajustées. Plus les scores CCI sont élevés, plus les niveaux de perception de la corruption sont importants.

B. Évaluation générale du cadre de gouvernance

Gouvernance en matière de prestation des services publics

7. La numérisation en cours des services publics est une importante réforme positive.

- **La numérisation de l'administration fiscale a amélioré l'environnement des entreprises.**

La numérisation des services publics a constitué un élément essentiel de la stratégie des autorités dans leur PND 2016–20. Il s'agit d'une évolution judicieuse, car elle ôte le facteur humain de la collecte des recettes fiscales. Ainsi, la mise en œuvre de la numérisation est associée dans toute l'Afrique à une réduction de la perception de la corruption et à une confiance accrue à l'égard de l'administration fiscale (Ouedraogo et Sy, 2020).

- **Toutefois, il reste beaucoup à faire pour récolter tous les fruits de la numérisation.**

La numérisation ne sera totalement efficace que lorsqu'elle sera appliquée à l'ensemble de l'administration fiscale. À cette fin, le processus d'attribution à chaque entreprise d'un identifiant unique (IDU) a commencé. En outre, afin de faciliter la vérification croisée des déclarations fiscales, toutes les administrations publiques (administrations fiscales et

douanières, organismes de sécurité sociale et établissements financiers) doivent encore interconnecter leurs systèmes informatiques.

- **La numérisation des paiements des administrations publiques a été plus lente.** Les autorités ont entamé la transition vers un système de compte unique du Trésor, déployé un système intégré de gestion des finances publiques et instauré des passations de marchés publics en ligne. Toutefois, toutes ces réformes sont encore en cours d'application. En outre, trois ans après le lancement du PND 2016–20, la Banque mondiale a indiqué que la plupart des paiements de l'État restaient en espèces, ce qui accroît la vulnérabilité à la corruption (Banque mondiale, 2019a).

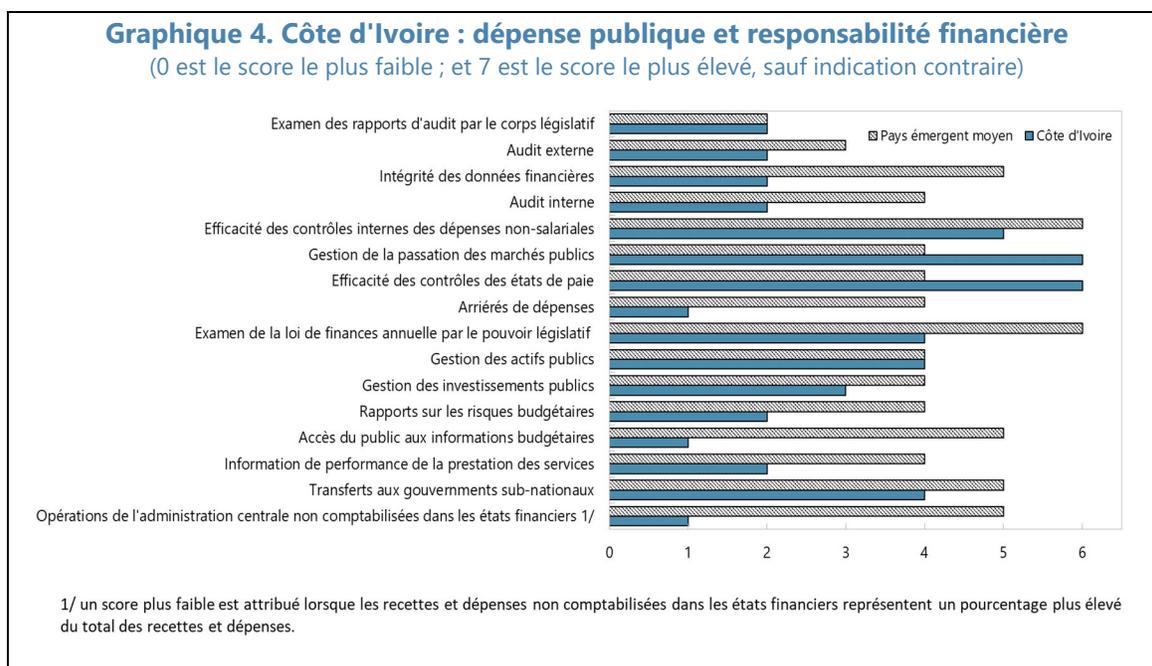
8. La complexité de la structure fiscale nuit à la gestion des recettes. L'imposition des revenus des personnes physiques est un mélange d'imposition cédulaire et d'imposition globale. Bien qu'en vertu de la législation fiscale, cette dernière soit privilégiée, le système fiscal est en pratique plus proche de l'imposition cédulaire en raison des problèmes de conformité et d'exécution. Certaines références croisées erronées dans la législation fiscale engendrent des incohérences. En outre, certaines incitations fiscales donnent une marge discrétionnaire (par exemple l'autorisation de conventions avec les entreprises dans le code des investissements), ce qui peut susciter des incertitudes et des vulnérabilités à la corruption.

9. La Côte d'Ivoire a de meilleurs résultats dans certains domaines de la gestion des finances publiques (GFP) que dans d'autres. Le cadre d'évaluation de la gestion des finances publiques de la Côte d'Ivoire (PEFA, 2019) indique que le pays a de bons résultats en matière de passation des marchés publics et de contrôle des états de paie, dépassant la moyenne des pays émergents, alors qu'il se situe dans la moyenne des pays émergents dans le domaine de la surveillance par le législateur des rapports d'audit et de la gestion des actifs publics. Toutefois, la Côte d'Ivoire est en deçà de la moyenne des pays émergents en matière de pratiques d'audit, de transparence et de maîtrise des dépenses non salariales.

10. La réglementation en matière de passation des marchés publics et les procédures de partenariats public-privé (PPP) sont plutôt conformes aux meilleures pratiques internationales, mais elles ne s'appliquent qu'à très peu de projets de PPP. Les autorités déploient actuellement un nouveau système intégré de passation des marchés publics. Les nouvelles méthodes de passation de contrats et de soumission des offres qui seront intégrées à la procédure de passation des marchés publics ont été publiées dans le *Journal Officiel* de décembre 2019. Toutefois, des décrets d'application doivent encore être adoptés et les procédures de dématérialisation ne sont pas encore complètement mises en œuvre. S'agissant des PPP, la part de ceux attribués par l'intermédiaire d'appels d'offres concurrentiels ne représente que 20% du total (calcul à partir des montants des contrats attribués en 2020). Une grande proportion des contrats de PPP contournant les procédures habituelles sont apparemment soit des prolongements soit des renouvellements de contrats avec des fournisseurs existants.

11. Le système de gestion de la masse salariale fonctionne relativement bien, mais il est nécessaire de mettre à jour le code de déontologie de la fonction publique. Alors que le

PND 2016–20 avait pour objectif d’instaurer un code de déontologie et de discipline qui servirait de guide aux activités des administrations publiques et actualiserait le code de déontologie des fonctionnaires datant de 2012, rien de tel n’avait encore été soumis au Parlement en avril 2021.



12. La transparence budgétaire, essentielle pour la responsabilité et socle d'autres éléments du cadre de gouvernance, s'améliore. La communication des informations budgétaires par les autorités ivoiriennes est relativement bonne et leur diffusion au public s'améliore, notamment par la publication régulière depuis 2019 d'un guide du citoyen pour mieux comprendre le budget de l'État. Depuis 2020, un état des risques budgétaires est annexé chaque année au projet de loi de finances présenté au Parlement. On constate également des avancées dans la transition vers une comptabilité sur la base des droits constatés et le passage à une budgétisation de programme, conformément aux directives de l'UEMOA. Toutefois, le score de la Côte d'Ivoire (34 sur 100) reste médiocre dans l'enquête sur le budget ouvert (2019), bien en deçà du Bénin (49) et du Sénégal (46) qui figurent aux premiers rangs dans la région UEMOA. À l'avenir, il serait possible d'améliorer davantage la communication aux citoyens des informations budgétaires en organisant un débat public avant l'adoption de la loi de finances, en publiant des données essentielles sur les contrats entre l'État et les entreprises et en rendant obligatoire la publication en temps utile de différents documents, tels que les états financiers des entreprises publiques ainsi qu'une base de données des PPP.

13. Le cadre de surveillance des entreprises publiques est en cours de renforcement (PEFA, 2019). Les dirigeants des grandes entreprises publiques sont de plus en plus tenus de signer des contrats de performance, bien qu'ils ne soient pas rendus publics. Les autorités ont donné leur accord de principe à l'intégration des vingt plus grandes entreprises publiques dans l'analyse de viabilité de la dette et recueillent actuellement les informations appropriées pour pouvoir incorporer les engagements qui se trouvent aujourd'hui hors du périmètre du budget des administrations

centrales. Toutefois, la circulaire de 2014 sur la gouvernance des entreprises publiques ne comprend aucune indication sur la composition de leurs conseils d'administration, alors que les meilleures pratiques internationales (comme les lignes directrices de l'OCDE sur la gouvernance des entreprises publiques) recommandent généralement de fixer des règles sur la composition des conseils d'administration dont la finalité est de permettre l'exercice d'un jugement objectif et indépendant.⁴

14. Le cadre de l'audit externe est relativement solide, mais le manque de ressources et des déficiences en matière de transparence nuisent à son application. La Cour des comptes, créée en 2000 et finalement mise en place en 2018, examine les comptes publics et évalue la qualité de la GFP. La dernière PEFA a jugé que l'inadéquation du financement nuisait à l'efficacité, problème auquel les autorités ont tenté de remédier en renforçant les capacités en 2019.

15. La définition des arriérés de paiement devrait correspondre aux normes internationales. La directive de l'UEMOA,⁵ transposée par décret dans la législation ivoirienne,⁶ indique que les 90 jours d'absence de paiement doivent être comptabilisés à partir du moment de la liquidation et non de celui où la demande de paiement est vérifiée par les administrations publiques. La gestion de la trésorerie à court terme devrait comprendre des prévisions très fréquentes et précises sur les recettes et les dépenses et permettre la vérification de la disponibilité des liquidités afin d'assurer le paiement en temps utile des factures des prestataires et éviter les arriérés.

Gouvernance financière

16. La Côte d'Ivoire a accompli des progrès importants en matière de protection des actifs et d'accès à la finance, mais l'accès aux terres demeure un problème. Selon la Banque mondiale, la Côte d'Ivoire a fait des progrès importants de 2011 à 2019 dans les domaines du transfert de propriété, de l'exécution des contrats et du règlement de l'insolvabilité, s'approchant ainsi des scores moyens des pays émergents. L'établissement d'un bureau national de l'information sur le crédit, qui couvre actuellement 3 millions de citoyens et d'entreprises, a beaucoup contribué à l'amélioration du classement de la Côte d'Ivoire. Toutefois, les progrès ont été plus lents pour la protection des actionnaires minoritaires et l'accès aux terres, car la conversion des terres coutumières en propriétés privées reste un problème complexe en raison de l'ambiguïté du cadre juridique ainsi que des subtilités et du coût des procédures de droit foncier relatives à la délimitation des villages (Banque mondiale, 2019b).

⁴Depuis 2019, l'Institut National des Administrateurs de Côte d'Ivoire délivre un certificat professionnel pour les administrateurs des entreprises publiques (CASP) afin de renforcer les compétences des membres des conseils d'administration de ces entreprises.

⁵UEMOA, directive n°10.2009/CM/UEMOA portant tableau des opérations financières de l'État (TOFE) au sein de l'UEMOA, <http://www.droit-afrique.com/upload/doc/uemoa/UEMOA-Directive-2009-10-tableau-operations-financieres-Etat.pdf>

⁶Article 23 du décret n° 2014-419 du 9 juillet 2014 portant tableau des opérations financières de l'État (TOFE), http://dgbf.gouv.ci/wp-content/uploads/2015/09/Decret_n_2014-419_du_9_juillet_2014_portant_Tableau_des_Operations_Financieres_de_l_Etat_TOFE.pdf

17. La gouvernance des banques publiques se renforce. La composition des conseils d'administration des banques publiques change progressivement. Ils comptent désormais deux tiers de représentants de l'État et un tiers de membres indépendants venant du secteur privé et de la société civile, conformément aux meilleures pratiques internationales. Toutefois, il convient de faire davantage de progrès pour pleinement respecter les principes fondamentaux de Bâle pour un contrôle efficace selon lesquels des membres non exécutifs expérimentés doivent siéger au conseil d'administration lorsque c'est approprié. En outre, selon le profil de risque des banques publiques, la structure du conseil doit inclure des comités d'audit, de supervision du risque et des rémunérations dotés de membres non exécutifs expérimentés.

18. De plus, les plans de restructuration des banques publiques ont trop recouru à l'appui des organismes publics de sécurité sociale. Les deux organismes publics de sécurité sociale (CGRAE et CNPS, respectivement la Caisse générale de retraite des agents de l'État et la Caisse nationale de prévoyance sociale) ont participé en 2019 à toutes les opérations de cession d'actifs et d'actions des banques publiques. Bien que ces transactions destinées à redresser les banques en difficulté aient été approuvées par les conseils d'administration respectifs de ces deux organismes et représentaient une petite part de l'ensemble de leurs actifs, il convient de faire preuve d'une vigilance appropriée pour contenir le transfert de risques financiers d'une entité publique à une autre, pour veiller à ce que ces opérations aboutissent vraiment à une amélioration de la rentabilité des banques à l'avenir et pour créer les conditions d'une concurrence équitable en matière d'achats par les actionnaires privés.

19. La renationalisation en 2019 d'une banque publique privatisée met en évidence des problèmes dans la procédure de privatisation. Les autorités ont repris le contrôle d'une banque récemment privatisée, car le nouveau propriétaire n'avait pas respecté les termes de l'accord de privatisation. Cet échec soulève des questions sur la procédure de diligence appliquée au cours de la privatisation. Il faudrait que les autorités, tirant les leçons de cet épisode, réexaminent le cadre et la mise en œuvre de la procédure.

20. La Côte d'Ivoire a rejoint les principaux traités de lutte contre le blanchiment des capitaux (LBC) et le financement du terrorisme (FT), mais elle connaît des difficultés pour les appliquer. Selon l'indice LBC de l'Institut de Bâle sur la gouvernance, la Côte d'Ivoire se classe 18^e en termes de risque en matière de LBC-FT sur 125 pays, un classement très en deçà de la majorité des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure⁷. Elle est également considérée comme un pays à risque moyen dans l'évaluation LBC du département d'État des États-Unis en raison de lacunes dans son cadre juridique. Les principales préoccupations portent sur la lenteur de l'élaboration d'une législation nationale après l'adoption des traités internationaux.

⁷L'indice de Bâle (www.baselgovernance.org) agrège des données de sources consultables par le public, telles que le Groupe d'action financière (GAFI), Transparency International, la Banque mondiale et le Forum économique mondial. Elles comprennent 15 indicateurs sur le respect de la réglementation LBC-FT, les niveaux de corruption, les normes financières, la divulgation des patrimoines des « personnes politiquement exposées » et la suprématie du droit.

Gouvernance dans les autres secteurs économiques clés

21. La Côte d'Ivoire a beaucoup avancé dans l'amélioration de la transparence et de la responsabilité dans les secteurs énergétique et minier. Le dernier rapport de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE, 2019) note des progrès avec l'introduction de dispositions sur la transparence ainsi que des codes des hydrocarbures et des mines et l'affectation de recettes aux collectivités locales. En outre, l'intégration de rapports ITIE dans les systèmes de gouvernance, notamment par la publication d'un cadastre en ligne, a constitué un facteur essentiel dans la progression de la transparence des relations financières entre les deux entreprises publiques, PETROCI et SODEMI, et l'État.

22. La Côte d'Ivoire est en train d'améliorer le cadre réglementaire de l'agriculture, mais la gouvernance des principaux secteurs agricoles pourrait être encore renforcée.

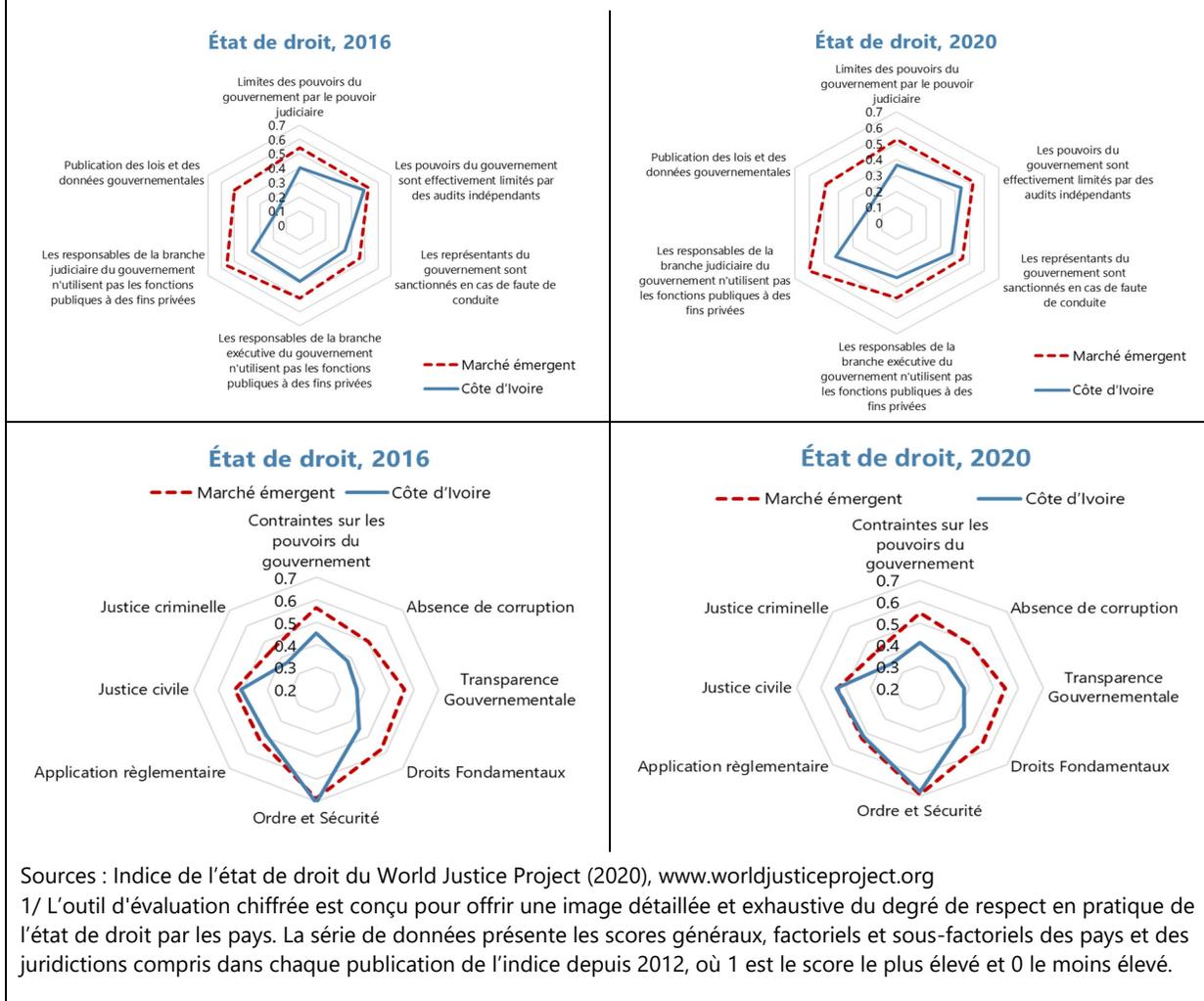
- Les autorités ont institué récemment un système électronique pour les demandes de certificats phytosanitaires, ce qui a facilité les **transactions sur les marchés de produits alimentaires** et fait gagner en 2019 des places à la Côte d'Ivoire au classement de la Banque mondiale fondé sur l'indice « Enabling the Business of Agriculture 2019 » (Banque mondiale, 2019b).
- Un rapport d'audit de 2017 a mis en évidence des vulnérabilités de la gouvernance dans les **secteurs du cacao et du café** à la suite de difficultés financières d'exportateurs (KPMG, 2017). À ce moment, le conseil d'administration du Conseil du café-cacao (CCC) ne parvenait pas à remédier aux risques financiers et opérationnels du système de licence des exportations ; le choix des exportateurs ne suivait pas les décisions du comité technique, fondées sur les critères d'éligibilité et l'attribution de volumes d'exportations aux exportateurs n'était pas corrélée à leur capacité financière. Le rapport d'audit recommandait d'augmenter les garanties financières fournies par les exportateurs et d'instituer un comité de type conseil d'administration composé de membres indépendants du secteur de l'exportation du cacao pour améliorer la gestion des risques par le CCC. Or, la communication postérieure au conseil des ministres à laquelle se réfère le site Internet du CCC n'est pas publiquement disponible et le conseil du CCC reste composé de six représentants de l'État et de six représentants des secteurs du cacao, du café et de la banque. Le rapport recommandait aussi de mettre en place des contrôles et des audits internes ainsi que de mieux appliquer les règles opérationnelles. Un règlement a été adopté ultérieurement pour fixer les conditions de retrait de l'agrément d'opérer ou d'exporter dans les secteurs du cacao ou café.

État de droit et réglementation

23. Les résultats de l'ambitieux programme de réformes de la Côte d'Ivoire, destiné à renforcer l'état de droit et le système judiciaire ainsi qu'à améliorer la réglementation des marchés, sont inégaux.

- **Malgré l'existence d'un cadre complet, la législation et les institutions de lutte contre la corruption manquent d'efficacité.** La Haute autorité pour la bonne gouvernance (HABG), principal organe de lutte contre la corruption, a été mise en place en 2013 puis réformée en 2015 afin de renforcer sa gouvernance et ses activités. Sa mise en place a coïncidé avec une hausse du nombre de déclarations de patrimoine des responsables publics, passé de 64 % en 2017 à 79 % en 2018, mais elle n'est pas habilitée à en faire respecter la conformité, notamment parce qu'elle ne dispose pas de l'autorité d'engager des poursuites dans les affaires de corruption. Bien qu'un objectif de publication figure dans le PND 2016–20, ces déclarations restent non publiées. La lutte contre la corruption est aussi compromise par le grand nombre d'agences compétentes (huit) et par l'absence d'une coordination appropriée entre elles. Enfin, la coopération entre les agences de lutte contre la corruption et les agences de répression est limitée, tandis que le régime de sanctions est entaché d'incohérences (Nations Unies, 2017) ; en outre, la directive de l'UEMOA sur l'institution d'un code de déontologie destiné aux élus n'a pas encore été transposée dans la législation ivoirienne.
- **La Côte d'Ivoire renforce actuellement les services judiciaires et les étend à l'ensemble du territoire, mais il faut faire davantage pour les porter au niveau des normes internationales.** Une loi de 2018 a institué le Conseil d'État, qui conseille le gouvernement et constitue la plus haute juridiction administrative, ainsi que le Conseil supérieur de la magistrature, qui a vocation à garantir l'indépendance de la justice et est présidé par le Président de la Côte d'Ivoire. Une Cour de cassation a aussi été établie en 2019. Plus récemment, la publication d'un rapport sur l'efficacité des tribunaux de commerce et le rythme de traitement des affaires a contribué à améliorer la transparence. Le gouvernement continue à augmenter le nombre de tribunaux de commerce dans le pays, tout en renforçant leurs ressources humaines et leurs capacités. Toutefois, la Haute Cour de justice, juridiction parlementaire compétente pour poursuivre les crimes, délits et infractions commis par les membres du gouvernement, dont la création était envisagée en 2016–20, n'est pas encore en place. En outre, selon un rapport du World Justice Project (2019), le système judiciaire de la Côte d'Ivoire reste relativement inefficace pour limiter les pouvoirs du gouvernement comparativement aux pays émergents, relativement plus corrompu que dans ces pays comparateurs, et sujet à l'influence du gouvernement en matière pénale.

Graphique 5. Côte d'Ivoire : indice de l'état de droit^{1/}



C. Recommandations de politique publique

Pour porter effectivement la gouvernance au niveau des normes des pays émergents et réduire durablement les faiblesses, la Côte d'Ivoire doit s'appuyer sur ses succès et accélérer la mise en œuvre des réformes.

24. Pour remédier aux faiblesses persistantes de la gouvernance, il faut améliorer en permanence les institutions ainsi que le cadre législatif et réglementaire. Selon des données probantes à l'échelle internationale, les faiblesses de la gouvernance tendent généralement à perdurer à moyen terme (FMI, 2019). C'est pourquoi le renforcement de la gouvernance exige un effort résolu et constitue un processus permanent d'amélioration des institutions, des cadres de politique et de leur application, avec un suivi strict de la conformité et des sanctions adéquates. En s'appuyant sur les institutions et les cadres déjà établis, la Côte d'Ivoire doit accélérer le rythme des réformes et l'application des principales mesures pour

combler l'écart avec les marchés émergents et prévenir la réapparition des vulnérabilités à la corruption.

25. L'amélioration de la gouvernance en matière de recouvrement des recettes publiques s'appuie sur la numérisation de l'administration fiscale, mais il faut faire davantage. Les autorités doivent poursuivre les efforts en cours, notamment en mettant en œuvre la facturation électronique et le cadastre en ligne. De plus, le rapprochement électronique des déclarations d'impôt et de paiement entre les différentes branches de l'administration publique est indispensable pour assurer une vérification adéquate des obligations fiscales et éliminer une éventuelle intervention discrétionnaire des fonctionnaires des impôts dans le processus. L'attribution d'un IDU à chaque contribuable, première étape nécessaire du processus, doit être finalisée. En outre, il convient de réexaminer la législation fiscale afin d'assurer la simplicité et la cohérence ainsi que de minimiser la marge discrétionnaire dans son application.

26. En s'appuyant sur les résultats passés des réformes de la gestion des finances publiques (GFP), les autorités doivent effectuer un rattrapage dans des domaines clés pour combler l'écart avec les marchés émergents. La numérisation des paiements de l'État doit s'accélérer afin de réduire les vulnérabilités de la gouvernance. Là où c'est nécessaire, la réglementation doit être modifiée pour permettre la connexion des institutions publiques nationales au système de GFP. La mise en œuvre d'un CUT au sens complet du terme doit être accélérée. Pour consacrer les meilleures normes du service public, il faut adopter et mettre en œuvre un code de conduite des fonctionnaires rénové, lancer des appels d'offres concurrentiels pour la plupart des contrats de PPP et renforcer la transparence, notamment par la diffusion publique d'informations budgétaires. On améliorerait beaucoup la responsabilisation des membres des autorités publiques en renforçant les moyens et la mise en œuvre d'audits et de contrôles externes et internes ainsi qu'en alignant la gouvernance des conseils d'administration des entreprises publiques sur les meilleures pratiques internationales.

27. L'intermédiation financière sera améliorée par l'élimination des vulnérabilités de la gouvernance qui subsistent dans le secteur bancaire. Les conseils d'administration des banques publiques bénéficieraient d'une organisation conforme aux principes fondamentaux de Bâle pour une supervision efficace, y compris dans la composition des comités chargés des audits, de la surveillance des risques et des rémunérations. Le recours aux fonds de la sécurité sociale pour renflouer des banques publiques en difficulté doit être écarté à l'avenir. À la suite du récent épisode dans lequel une banque privatisée a dû être renationalisée, il conviendrait de réexaminer le cadre réglementaire et législatif des privatisations et son application. La protection des actifs doit être encore renforcée et des réformes importantes s'imposent en matière de droits de la propriété foncière. Enfin, une législation LBC-FT doit être rapidement adoptée et appliquée pour honorer les engagements de la Côte d'Ivoire dans les traités internationaux.

28. De très grands progrès ont été accomplis dans les secteurs de l'énergie et des mines, mais il faut faire davantage dans le secteur agricole. Les autorités sont encouragées à finaliser dès que possible la mise en œuvre des recommandations de l'audit sur le secteur du cacao.

29. Enfin, pour combler l'écart avec les marchés émergents, la Côte d'Ivoire doit continuer à renforcer l'état de droit et son système judiciaire. L'efficacité de son cadre complet d'institutions et de législation de lutte contre la corruption bénéficierait grandement d'un renforcement de ses capacités d'exécution, notamment en permettant aux entités compétentes d'exercer des poursuites dans les affaires de corruption et en imposant plus de transparence sur les infractions. Il convient aussi de transposer dans la législation nationale le code de déontologie de l'UEMOA destiné aux élus. Enfin, toutes les réformes envisagées dans le PND 2016-20 doivent être rapidement mises en œuvre.

Bibliographie

Côte d'Ivoire, 2015, Revue du Plan National de Développement 2012–15, t. 1, Rapport de la revue globale.

Côte d'Ivoire 2016, National Development Plan 2016-20 <http://www.plan.gouv.ci/accueil/odd/3>.

EITI, 2019, Progress Report for 2019, <https://eiti.org/>

Enterprise Surveys www.enterprisesurveys.org, The World Bank.

IMF, 2019, Fiscal Monitor, April 2019.

Hammadi, A., Mills, M., Sobrinho, N., Thakoor, V., Velloso, R., 2019, "A Governance Dividend for Sub-Saharan Africa?", IMF Working Paper No. 19/1.

Kaufmann, D., A. Kraay, and M. Mastruzzi. 2010. "The Worldwide Governance Indicators: Methodology and Analytical Issues." Policy Research Working Paper WPS5430. World Bank.

KPMG, "Audit du système de commercialisation du cacao", Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER), rapport intermédiaire, 25 août 2017

Ouedraogo, R. and A. Sy. 2020. "Can Digitalization Help Deter Corruption in Africa?", IMF Working Paper No. 20/68.

PEFA (2019), "République de Côte d'Ivoire, Public Expenditure and Financial Accountability 2017, Évaluation de la gestion des finances publiques, rapport final », <https://www.pefa.org/country/cote-ivoire> , <https://www.pefa.org/node/516>

République de Côte d'Ivoire, Décret n° 2014-419 du 09 juillet 2014 portant Tableau des Opérations Financières de l'état (TOFE), http://dgbf.gouv.ci/wp-content/uploads/2015/09/Dcret_n_2014-419_du_9_juillet_2014_portant_Tableau_des_Operations_Financieres_de_l_Etat_TOFE.pdf

UEMOA, Directive no 10.2009/CM/UEMOA Portant tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE) au sein de l'UEMOA, <http://www.droit-afrique.com/upload/doc/uemoa/UEMOA-Directive-2009-10-tableau-operations-financieres-Etat.pdf>

UN, 2017, Conference of the State Parties to the UN Convention Against Corruption, June 2017. (<https://www.unodc.org/documents/treaties/UNCAC/WorkingGroups/ImplementationReviewGroup/ExecutiveSummaries/V1700259e.pdf>)

World Bank, 2016, "Côte d'Ivoire 2016: Country Profile", Enterprises Surveys with Business Experience.

World Bank, 2019a, "Program Appraisal Document on a Proposed Credit In The Amount of EUR 87,1 Million to the Republic of Côte d'Ivoire for an Enhancing Government Effectiveness for Improved Public Services Program-for-Results, March 14 2019.

World Bank, 2019b, « Enabling the Business of Agriculture ».

World Bank, 2020, "International Development Association Program Document for a Proposed IDA Scale-up Facility in the Amount of Euro 126.9 Million and a Proposed IDA Credit in the Amount of Euro 54.4 million to Republic of Côte d'Ivoire for the First Sustainable and Inclusive Growth Development Policy Financing", March 4, 2020, Report No. PGD103, Macroeconomics, Trade and Investment Global Practice, Africa Region.

World Justice Project, 2019, "Rule of Law Index"

COMMENT MAINTENIR LA DYNAMIQUE DE L'ÉPISODE DE CROISSANCE EN CÔTE D'IVOIRE?¹

Dans ses [plans nationaux de développement](#) de 2012–15 et 2016–20, la Côte d'Ivoire s'était fixé comme objectif général sa transformation en un pays émergent.² Avant la pandémie de COVID-19, le pays avait connu huit années de croissance robuste et continue, rehaussant le revenu par habitant de plus de 50 % entre 2011 et 2019. La pandémie de COVID-19 a mis un terme à cette très forte croissance tendancielle. Néanmoins, la résilience relative de l'économie et la reprise de la plupart des activités laissent augurer un retour de la croissance forte en 2021. Les autorités mettent actuellement la dernière main à leur plan national de développement 2021–25 et se sont déclarées intéressées par une analyse des déterminants de la croissance durable. En effet, afin d'accéder au statut de marché émergent, le pays devra maintenir une forte croissance pendant de nombreuses années. Pour déterminer les mesures qui seront nécessaires, la présente note examine les caractéristiques de la récente période de croissance de la Côte d'Ivoire avant la COVID-19, établit une comparaison avec d'autres pays qui ont réussi à connaître des épisodes de croissance soutenue depuis 1950, et mène une étude économétrique des moteurs d'une telle croissance. Il en ressort que le récent épisode de croissance de la Côte d'Ivoire présente certains des premiers éléments distinctifs des épisodes de croissance soutenue observés ailleurs. Toutefois, pour pérenniser cette période de croissance, le pays devra : a) maintenir un environnement macroéconomique favorable ; b) renverser la tendance à la baisse de sa productivité, notamment en accélérant sa transformation structurelle ; c) valoriser le capital humain de sa main-d'œuvre.

A. Introduction

1. La Côte d'Ivoire figurait parmi les pays du monde affichant la croissance la plus rapide au cours des huit années qui ont précédé la pandémie de COVID-19. Sa croissance s'était établie à plus de 6 % par an sur la période 2012–19. Par conséquent, la croissance du PIB réel par habitant y atteignait en moyenne 5,5 % entre 2012 et 2019, entraînant une hausse d'environ 41 % du revenu moyen durant cette même période.³

2. Les autorités nationales ont visé prioritairement l'accès au statut de marché émergent. Leur programme économique a été centré sur la création d'un environnement macroéconomique

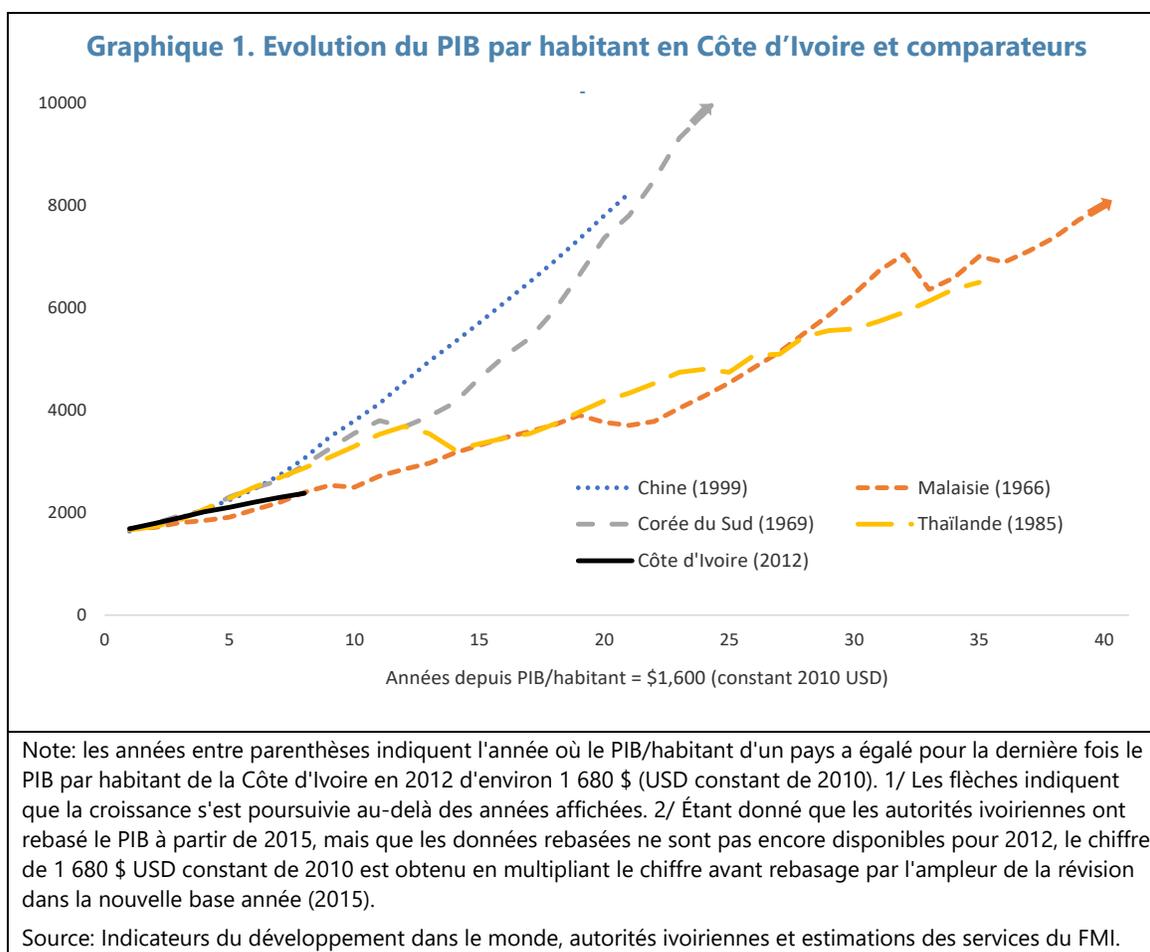
¹Document établi par Rasmane Ouedraogo et Genet Zinabou (département Afrique) grâce à l'excellent travail de recherche de Jiakun Li (bureau indépendant d'évaluation) et de Céline Bteish (département Afrique). Le présent document s'appuie sur les études réalisées avec Hoda Selim (département Afrique) pour la rédaction du document de la série des questions générales « La magie des épisodes de croissance : maintenir la dynamique économique dans l'UEMOA ».

²Côte d'Ivoire (2016), « Economic Development Documents—National Development Plan, 2016-20 ». International Monetary Fund, Washington, D.C.

³En raison des données disponibles au moment de la rédaction, la croissance pour la période 2011-2015 a été calculée d'après les données de l'INS au PIB avec 1996 comme année de référence, tandis que celle pour la période 2016-19 a été calculée d'après les données de l'INS relatives au PIB avec 2015 comme année de référence.

stable et favorable à la croissance ainsi que sur l'amélioration du climat des affaires. Plus récemment, les pouvoirs publics ont également multiplié les mesures pour rendre la croissance plus inclusive. Le pays s'est acquis une reconnaissance internationale pour ses efforts et a régulièrement accédé aux marchés financiers internationaux en tant que pays préémergent.

3. Il faudra assurer plusieurs dizaines d'années de croissance continue pour que le pays puisse se hisser au rang des pays émergents. Malgré leur réussite exemplaire, il a fallu 30 ans à des pays comme la Thaïlande et la Malaisie pour obtenir des revenus trois fois supérieurs aux revenus ivoiriens actuels (graphique [x.1]). Au cours de cette période, si les deux pays ont certes connu des chocs négatifs, notamment la crise financière asiatique de 1997 et la crise financière mondiale de 2008, ils ont néanmoins réussi à se rétablir relativement vite. En 1988, la Thaïlande affichait le PIB habitant actuel de la Côte d'Ivoire ; en 2018, 30 années après, son PIB par habitant a quasiment triplé en termes réels pour atteindre 6 500 dollars. En Malaisie, la croissance a commencé à décoller encore plus tôt, et le revenu a dépassé le revenu actuel de la Côte d'Ivoire en 1971 et rattrapé celui de la Thaïlande 28 ans plus tard, à savoir en 1999. En 2019, la Malaisie affichait un PIB par habitant de 12 486 dollars, avec un niveau de revenu comparable à celui du Brésil et supérieur au revenu chinois.



4. L'expérience des pays dont la réussite exemplaire sert de base de comparaison montre qu'il faut maintenir des taux de croissance élevés pour se hisser au rang de pays à revenu intermédiaire supérieur en l'espace d'une ou deux générations.

La croissance du PIB par habitant de la Thaïlande a été en moyenne de 4,1 % depuis 1988, tandis que celle de la Malaisie a été en moyenne de 3,9 % depuis 1971. S'agissant de la Chine et des tigres asiatiques (Hong Kong, Taiwan, Singapour et la Corée du Sud), la situation a évolué de manière comparable, avec des taux de croissance moyens plus élevés, mesurés sur des périodes encore plus longues.

5. Les parcours des pays d'Asie de l'Est confirment aussi le postulat selon lequel la croissance peut initialement s'appuyer sur l'accumulation des facteurs mais doit à terme être tirée par des gains de productivité.

Krugman (1994) appelle ce phénomène « la transpiration et l'inspiration » ; la transpiration correspond à l'accumulation de facteurs à travers les investissements dans le capital humain et physique, tandis que l'inspiration correspond aux gains de productivité. Une croissance durable de la productivité est en général plus difficile à réaliser, ce qui explique pourquoi les épisodes de croissance soutenue sont plus souvent courts que longs. Diao et al. (2019) soulignent l'importance des changements structurels (le passage des ressources de secteurs à faible productivité aux secteurs à forte productivité) pour de nombreux pays étant à un stade précoce de développement ; à long terme, la croissance de la productivité dépendrait plutôt de l'évolution technologique (Helpman 2009).

6. Dans ce contexte, le présent document examine les caractéristiques du récent épisode de croissance en Côte d'Ivoire et établit une comparaison avec les pays ayant traversé avec succès des phases de croissance prolongée dans le passé.

La première partie présente une série de faits stylisés sur le récent épisode de croissance de la Côte d'Ivoire par comparaison aux épisodes de croissance ayant duré au minimum 10 ans (appelés « épisodes de croissance soutenue »). La deuxième partie fournit une étude économétrique des facteurs agissant sur la durée des épisodes de croissance, en examinant un échantillon d'épisodes d'un minimum de cinq ans à l'échelle mondiale, dans l'optique d'établir ce qui distingue les épisodes de croissance soutenue des épisodes, plus fréquents, de durée plus courte. Sur la base de cette analyse, la dernière partie présente des recommandations quant aux moyens de pérenniser la croissance de la Côte d'Ivoire.

7. Le document fait apparaître que malgré certaines caractéristiques communes entre le récent épisode de croissance en Côte d'Ivoire et la phase initiale des épisodes de croissance soutenue ailleurs dans le monde, il est urgent que le pays dynamise la productivité et investisse dans le capital humain.

L'économie témoigne jusqu'à présent de changements structurels limités et le niveau de son capital humain est au départ plus faible que celui des pays de référence ; deux éléments qui, d'après cette analyse, constituent d'importants moteurs de croissance à moyen terme. Il est par conséquent impératif que le pays accélère ses progrès dans ces deux domaines pour que sa croissance soit durable et qu'il accède à terme au statut de marché émergent.

B. Évaluation comparative du récent épisode de croissance en Côte d'Ivoire

8. Afin de réaliser une évaluation comparative du récent épisode de croissance en Côte d'Ivoire, des « épisodes de croissance soutenue » ont été sélectionnés sur un échantillon mondial d'épisodes recensés entre 1950 et 2018. Plus précisément, on considère qu'un pays connaît un « épisode de croissance soutenue » lorsque les critères suivants sont respectés :

- i) Le pays affiche une croissance réelle par habitant positive depuis au moins 10 années consécutives ;
 - ii) La croissance annuelle moyenne par habitant au cours de cette période est supérieure à 2 % ;
 - iii) Pas d'inversion ultérieure du PIB par habitant.
- Afin de sélectionner des pays dont l'expérience est comparable à celle de la Côte d'Ivoire, l'échantillon inclut uniquement les pays non exportateurs de combustibles dont le PIB par habitant au début de l'épisode de croissance était inférieur à 3 996 dollars, au taux de 2018.⁴

9. Contrairement à d'autres études sur les épisodes de croissance, l'accélération de la croissance au cours de l'année initiale ne constitue pas un des critères. De plus, au lieu du seuil commun de croissance par habitant de 2 % tous les ans, nous imposons des conditions moins contraignantes, à savoir le maintien d'une croissance par habitant positive et d'un taux de croissance *moyenne* par habitant de 2 % ou plus. Ce choix est motivé par une volonté d'examiner surtout les *épisodes longs de croissance soutenue*, plutôt que les épisodes de croissance inhabituelle — de durée souvent courte (Hausman et al. 2005, Berg et al. 2012, FMI 2017). Notre algorithme plus flexible peut également tenir compte d'épisodes prolongés de croissance qui sont temporairement ralentis par des chocs exogènes tels que les crises économiques mondiales, à condition qu'ils n'aboutissent pas à des inversions du revenu.

10. Grâce à cet algorithme, 52 épisodes de croissance soutenue ont été recensés aux fins de la comparaison : leur durée médiane est de 16 ans et la croissance médiane moyenne annuelle par habitant de 4,6 %. Cet échantillon est divisé en deux groupes (l'un « à forte croissance » et l'autre « à faible croissance ») en fonction du taux de croissance durant l'épisode (inférieur ou supérieur à la médiane de groupe de 4,6 %), ce qui permet de comparer la Côte d'Ivoire et sa récente croissance aux pays ayant traversé des périodes de croissance soutenue relativement forte ou faible. Des pays tels que Singapour, la Corée du Sud, la Thaïlande, la Malaisie et l'Indonésie figurent dans le groupe « à forte croissance », ainsi que les pays ayant connu des épisodes de croissance comme la Chine (à partir de 1977), le Vietnam (à partir de 1981) et l'Inde (à partir de

⁴La somme de 3 996 dollars correspond au plafond de RNI de la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure d'après la [Banque mondiale](#). Bien que le RNI ne corresponde pas forcément au PIB, l'établissement de ce plafond est censé exclure les pays dont le niveau de développement était beaucoup plus élevé au début de leur épisode de croissance soutenue que celui de la Côte d'Ivoire aujourd'hui.

1992). L'algorithme tient également compte d'épisodes prolongés de croissance moins connus mais tout aussi impressionnants, comme ceux du Bhoutan, de la Bulgarie et du Laos. Le tableau 1 de l'annexe fournit la liste exhaustive des pays et des périodes compris dans chacun des groupes.

11. L'analyse comparative tient compte de l'expérience que la Côte d'Ivoire a connue sur la période 2012–19 dans quatre domaines particuliers : la composition de la croissance, l'environnement macroéconomique, la structure de la production et l'inclusion sociale. Aussi bien pour la Côte d'Ivoire que pour les pays des deux groupes de référence, la période observée a été divisée en deux phases : les sept premières années de l'épisode de croissance et les années ultérieures.⁵ Il est ainsi possible de comparer le récent épisode de croissance de la Côte d'Ivoire avec l'évolution des premières années des épisodes de croissance des pays de référence et en même temps de déterminer quelles sont les caractéristiques associées à une croissance soutenue d'intensité forte et faible à plus long terme.⁶

Composition de la croissance

12. La productivité totale des facteurs (PTF) a largement contribué à la croissance ivoirienne depuis 2012, mais cette productivité montre actuellement des signes alarmants de ralentissement alors que la contribution de l'accumulation du capital physique est en hausse (graphique 2). On constate une évolution similaire tant durant la première phase que durant les années ultérieures des épisodes de croissance de référence, ce qui semble contredire la théorie selon laquelle, à long terme, la PTF serait le principal moteur de croissance.⁷ Il est toutefois important de noter que la croissance de la PTF de la Côte d'Ivoire n'est pas seulement retombée avec le temps, mais est devenue négative en 2019, c'est-à-dire avant que la pandémie de COVID-19 ait frappé.⁸ Il s'agit d'un constat, d'une part, alarmant étant donné l'importance centrale de la PTF pour la stimulation de la croissance sur le long terme et, d'autre part, particulièrement préoccupant si on le rapporte aux taux de croissance moyens de la PTF de 2,5 % constatés dans les pays de référence à forte croissance au cours des dernières années de leurs épisodes de croissance soutenue.

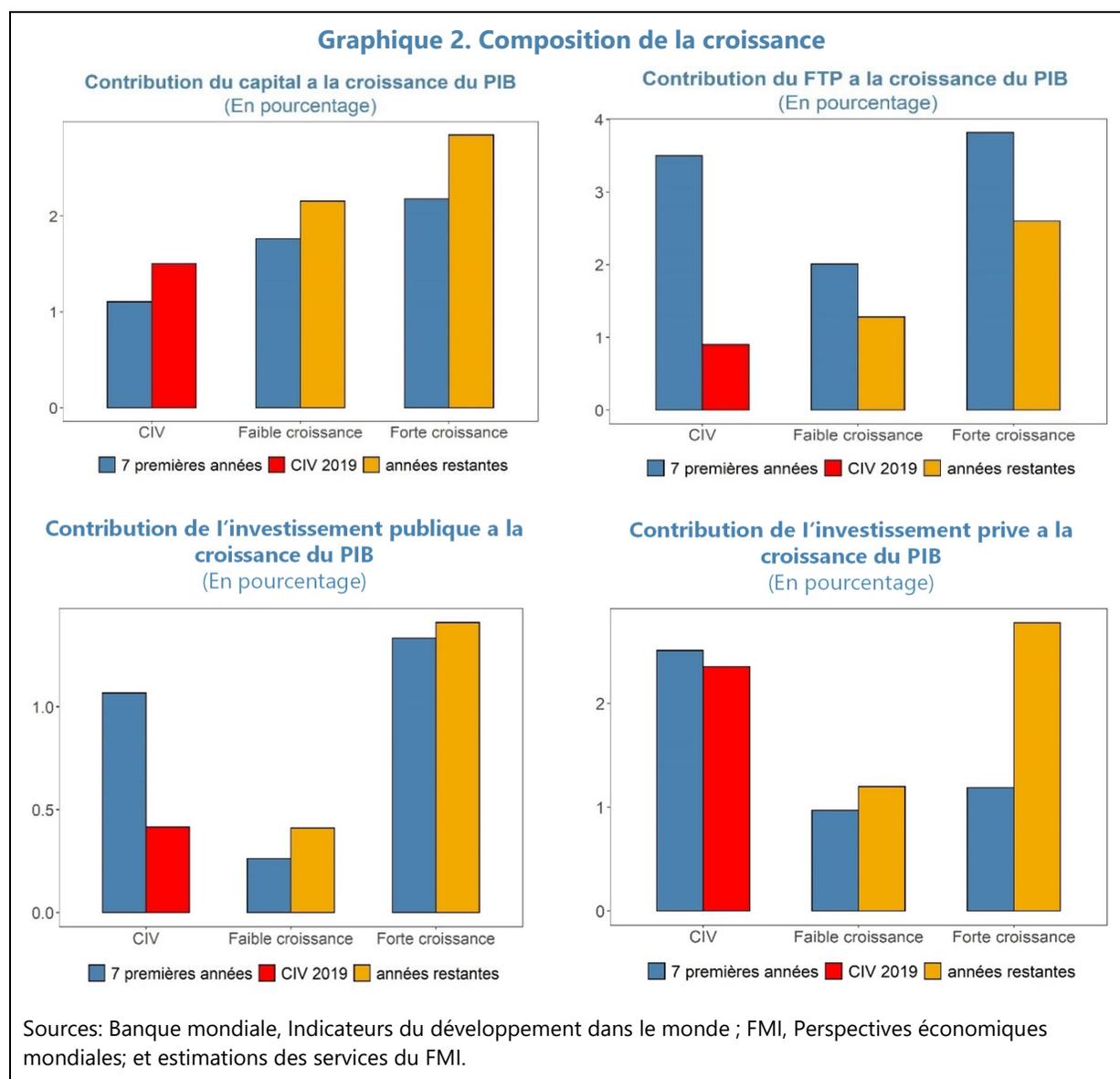
⁵Pour la Côte d'Ivoire, l'année utilisée est soit 2019, soit la dernière année disponible.

⁶Notez que la moyenne plus « tardive » pour chacun des groupes de référence n'est pas directement comparable à la moyenne enregistrée au cours des sept premières années, car passé la 10^e année, la pondération relative des pays commence à changer en fonction de la durée finale de leur épisode de croissance. En outre, étant donné que pour quelques indicateurs, les données de certaines années ou de certains pays sont incomplètes, dans la pratique, la pondération de chaque pays pour la période « toutes les années ultérieures » dépend à la fois de la durée de l'épisode de croissance et de la couverture des données.

⁷Cela est peut-être dû au fait que, même après 10 années consécutives de croissance, les pays qui sont inclus dans notre algorithme sont encore dans une phase relativement précoce de leur trajectoire de développement, durant laquelle le rendement des capitaux est encore élevé.

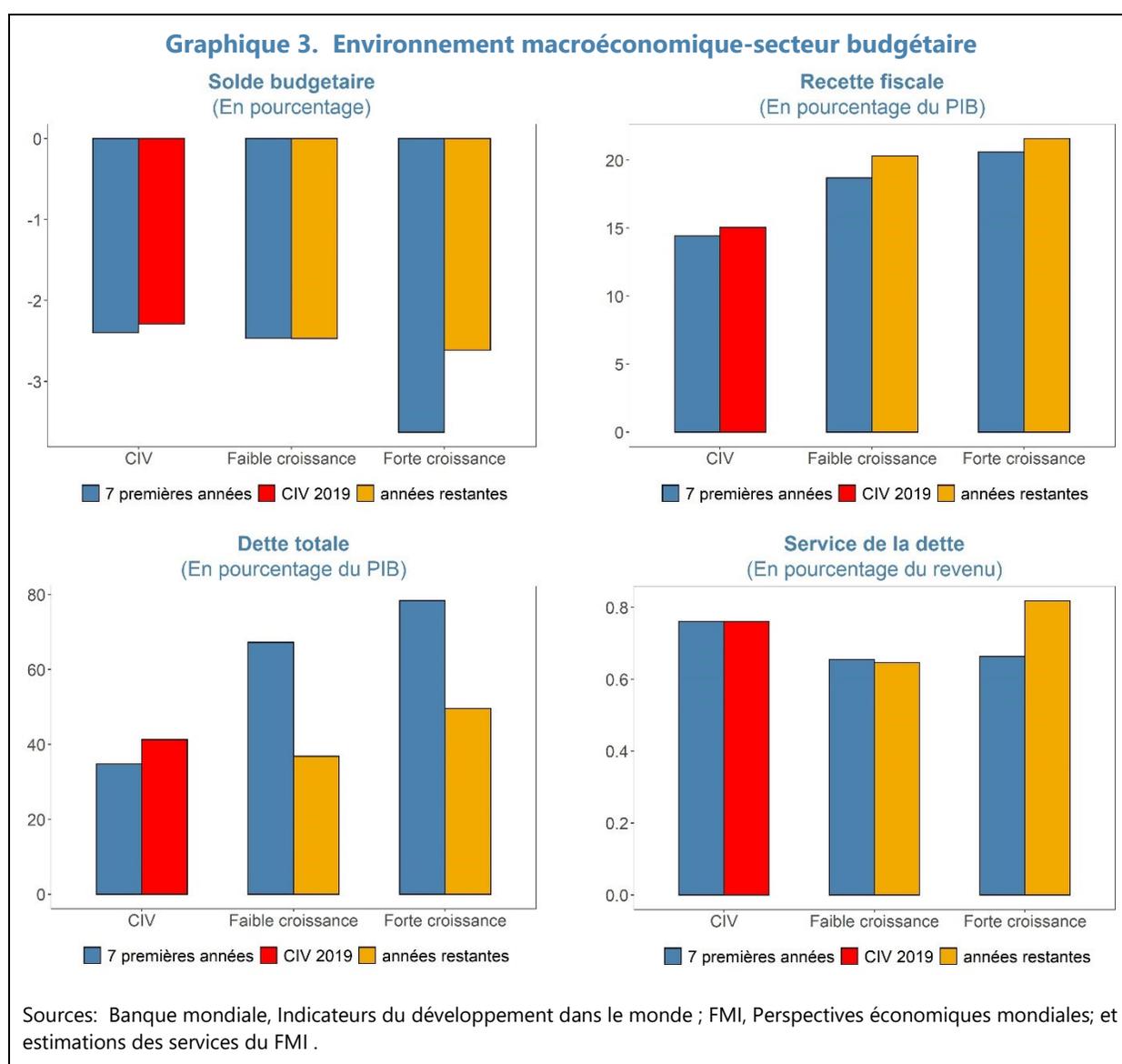
⁸Le calcul des contributions à la croissance est effectué à l'aide du cadre de comptabilité de la croissance fondé sur l'hypothèse d'une fonction de production Cobb-Douglas à rendement constant et d'une concurrence parfaite (Solow, 1957). Ce cadre permet de ventiler les différents moteurs de croissance : capital physique, capital humain, population en âge de travailler et la PTF (partie résiduelle).

13. Du côté de la demande, la croissance de l'investissement privé joue un rôle important dans le maintien de la croissance. Cela vaut aussi bien pour les pays de référence à forte croissance, où l'investissement privé a particulièrement augmenté au cours des dernières années des épisodes de croissance, que pour la Côte d'Ivoire, où l'investissement privé a été constamment élevé, atteignant environ 2,5 % de croissance réelle chaque année. Cependant, la contribution de l'investissement public à la croissance a été moindre en Côte d'Ivoire ces dernières années, surtout en 2018–19 lorsque la croissance de l'investissement public a connu un ralentissement dans le cadre des efforts menés par les autorités en vue d'assainir les finances publiques. Il sera essentiel de maintenir une forte croissance de l'investissement privé et de dégager un espace budgétaire pour les investissements publics afin de réaliser des gains de productivité et de garder des taux de croissance élevés.



Environnement macroéconomique

14. Le déficit budgétaire de la Côte d'Ivoire a été comparable à celui enregistré lors des autres épisodes de croissance, mais son ratio recettes/PIB est nettement inférieur (graphique 3). Les mesures d'assainissement des finances publiques au cours de la période 2017–19 ont permis de maintenir le déficit de la Côte d'Ivoire au même niveau que celui des deux groupes de référence, dont les déficits budgétaires ont été en moyenne inférieurs à 3 % du PIB au cours des dernières années de leur période de croissance. En revanche, la Côte d'Ivoire est largement à la traîne des deux groupes de référence sur le plan de la mobilisation des recettes. En outre, le ratio recettes fiscales/PIB est resté pratiquement inchangé au cours des huit dernières années, ce qui a empêché le pays de financer la modernisation des biens et services publics qui caractérise les épisodes de croissance soutenue.



15. Le ratio dette/PIB de la Côte d'Ivoire est meilleur que celui des pays de référence, mais contrairement à ce dernier, il affiche une tendance à la hausse. La Côte d'Ivoire a bénéficié d'un allègement de dette extérieure au titre de l'initiative PPTTE au cours de la période 2009–12, ce qui a permis de dégager l'espace nécessaire pour lancer les investissements d'infrastructure dont le pays a tant besoin et de répondre aux besoins urgents de développement. Depuis, les niveaux de la dette sont restés inférieurs aux niveaux à long terme observés dans les pays de référence à forte croissance. Cependant, le niveau de la dette doit être mis en balance avec le niveau tout aussi faible des recettes en Côte d'Ivoire, ce qui aggrave les ratios service de la dette/recettes.⁹ En outre, la tendance à la hausse des dernières années contraste fortement avec celle des pays de référence, où une forte croissance a permis de dégager une marge de manœuvre budgétaire pour investir. et, en même temps, de placer la dette sur une trajectoire descendante.

16. Le taux d'épargne intérieur de la Côte d'Ivoire est comparable à celui des pays de référence (graphique 4). Le taux d'épargne a été nettement supérieur aux taux observés durant les premières années des épisodes de croissance de référence et correspond à peu près aux taux d'épargne à long terme des pays de référence à forte croissance. Toutefois, le taux d'épargne du pays semble être en baisse depuis 2015, alors que celui des deux groupes de référence a nettement augmenté au fil du temps afin de financer des investissements plus importants.

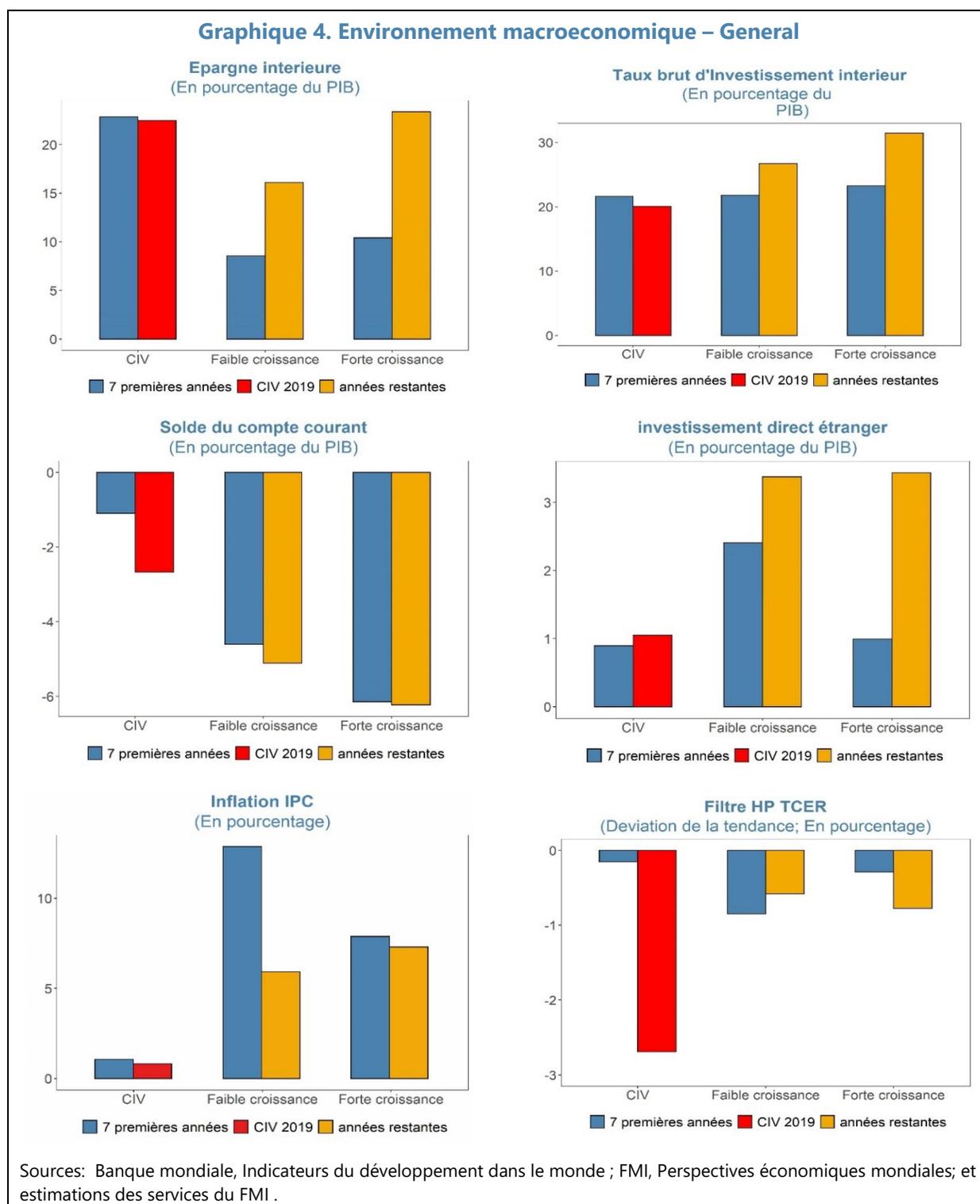
17. L'expansion ivoirienne s'est accompagnée d'un déficit du compte des transactions courantes relativement faible, ce qui s'explique principalement par un excédent commercial atypique. Toutefois, le faible déficit du compte des transactions courantes est également lié au niveau relativement faible de ses investissements intérieurs, auquel contribuent les entrées d'IDE encore limitées. Les deux groupes de référence ont enregistré des entrées moyennes d'IDE plus élevées que la Côte d'Ivoire au cours des premières années de leurs épisodes de croissance et ces entrées ont augmenté de 3,5 % du PIB au cours des années ultérieures, alors que les entrées d'IDE en Côte d'Ivoire ont connu une légère tendance à la hausse.

18. L'épisode de croissance de la Côte d'Ivoire s'est accompagné d'une inflation très faible et d'un taux de change réel relativement bas.¹⁰ Son statut de membre de l'Union monétaire ouest-africaine et le rattachement de sa monnaie à l'euro ont permis à la Côte d'Ivoire de maintenir un taux d'inflation exceptionnellement bas par rapport aux pays de référence. De surcroît, comme c'est le cas dans les pays de référence, l'épisode de croissance de la Côte d'Ivoire s'est accompagné d'un écart négatif du taux de change effectif réel par rapport à sa tendance à long terme, bien que

⁹Pour limiter l'influence des valeurs aberrantes, le calcul du service de la dette des pays de référence considère la médiane de la moyenne de chaque épisode pendant les sept premières années et la médiane des chiffres constatés les années restantes.

¹⁰Pour limiter l'influence des valeurs aberrantes, le calcul de l'inflation des pays de référence considère la médiane de la moyenne de chaque épisode pendant les sept premières années et la médiane des chiffres constatés les années restantes. Afin de déterminer la position du taux de change réel, un filtre HP a été appliqué sur la tendance à long terme du taux de change effectif réel de chaque pays pour établir des écarts par rapport à la tendance. L'épisode de croissance du Ghana de 1984 à 1999 est exclu de l'échantillon en raison de l'écart négatif exceptionnellement élevé par rapport à la tendance durant les premières années.

cet écart ait été relativement faible jusqu'en 2019. Cela donne à penser que le taux de change de la Côte d'Ivoire a été relativement compétitif au cours des dernières années.



Structure de la production

19. La transformation structurelle de l'économie ivoirienne semble être timide (graphique 5). Au départ, en comparaison avec les autres pays de référence, la part de l'agriculture est considérablement plus faible et celle des services plus forte. Alors que les pays de référence à forte croissance ont connu une augmentation notable de la part du secteur industriel au fil du temps (ce qui confirme l'importance de la transformation structurelle), dans le cas de la Côte d'Ivoire, l'expansion relative de l'industrie depuis 2012 a été modeste et le secteur manufacturier s'est contracté¹¹. Favoriser la croissance de l'industrie, en particulier du secteur manufacturier, demeure l'un des principaux défis de l'économie ivoirienne.

20. Bien que les exportations de la Côte d'Ivoire soient relativement diversifiées, elles sont principalement composées de produits agricoles non transformés et sont en fait de moins en moins diversifiées ces huit dernières années. Les biens manufacturés ne représentaient que 10 % du total des exportations de marchandises en 2019, soit une diminution par rapport aux années précédentes. Par contraste, pour les pays de référence ayant connu des épisodes de croissance soutenue, la part des produits manufacturés dans les exportations était en général deux fois plus élevée. au départ et cette part a continué de croître au fil du temps.

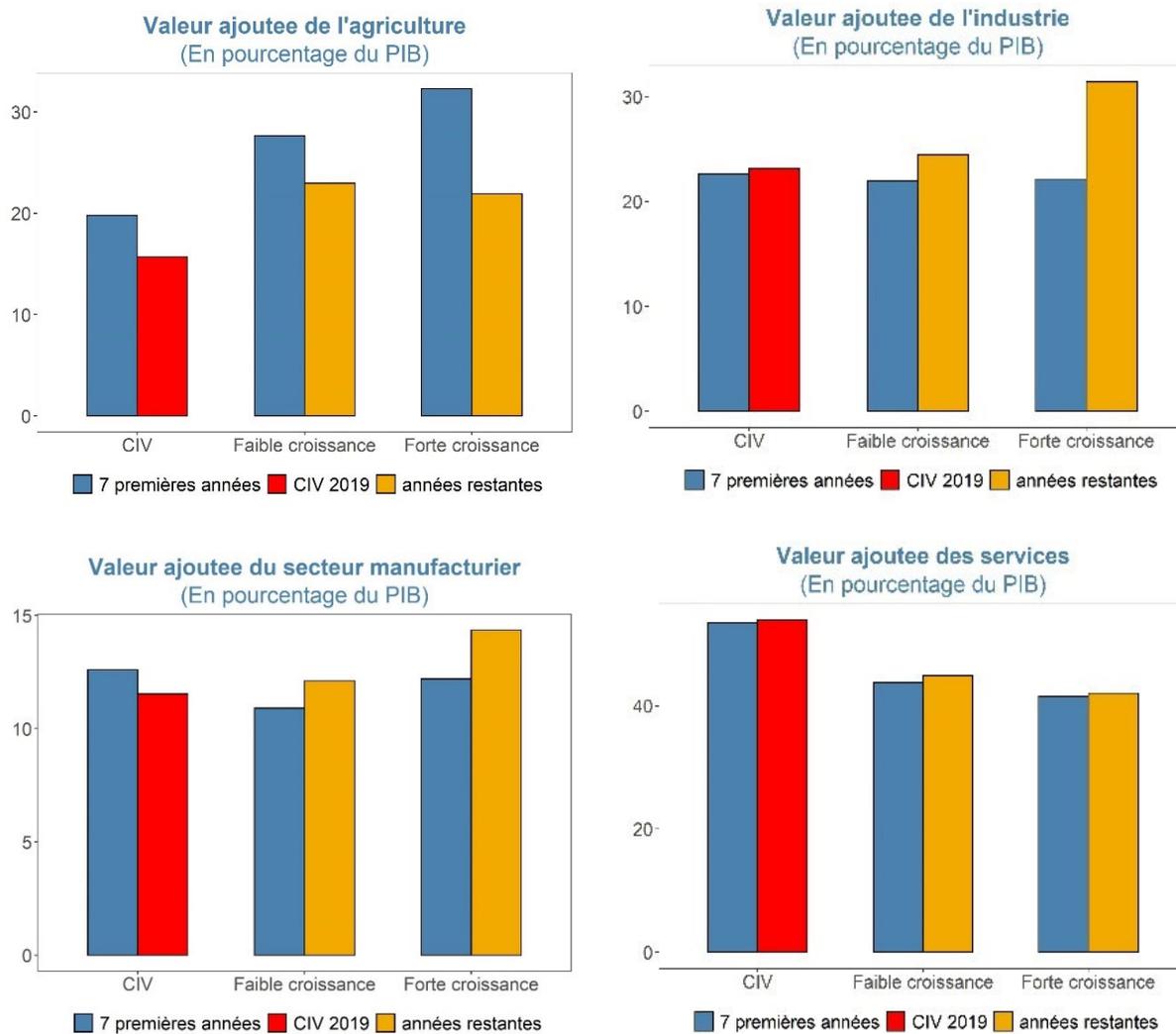
Inclusion sociale et capital humain

21. La Côte d'Ivoire est quelque peu à la traîne des pays de référence en matière de répartition équitable des revenus et des débouchés, mais les devance quant à l'accès à l'électricité (graphique 6). Le pays affiche un indice de Gini plus élevé et un ratio filles/garçons dans l'enseignement plus faible que les pays de référence à forte croissance (durant les premières années et les années ultérieures de l'épisode) et les pays de référence à faible croissance durant les années ultérieures. D'autre part, l'accès à l'électricité est bien plus répandu en Côte d'Ivoire aujourd'hui qu'il ne l'était au cours des épisodes de croissance des pays de référence dans les premières années.

22. En dépit de ses progrès sur le plan de la scolarisation, les résultats de la Côte d'Ivoire en matière d'éducation semblent être inférieurs à ceux des pays de référence. Le taux d'alphabétisation des adultes était de 47 % en 2018, indiquant un écart flagrant par rapport aux taux des deux groupes de référence au commencement de l'épisode de croissance soutenue (entre 60 et 70 %, environ). La Côte d'Ivoire soutient la comparaison avec les pays de référence pour ce qui est du taux de scolarisation primaire et secondaire et du taux de mortalité infantile, alors que l'espérance de vie globale reste inférieure à celle observée lors des années ultérieures des épisodes de croissance de référence. Toutefois, les scores récemment obtenus aux tests PASEC montrent que la qualité de l'enseignement primaire reste faible (voir le document de la série des questions générales sur l'efficacité des dépenses).

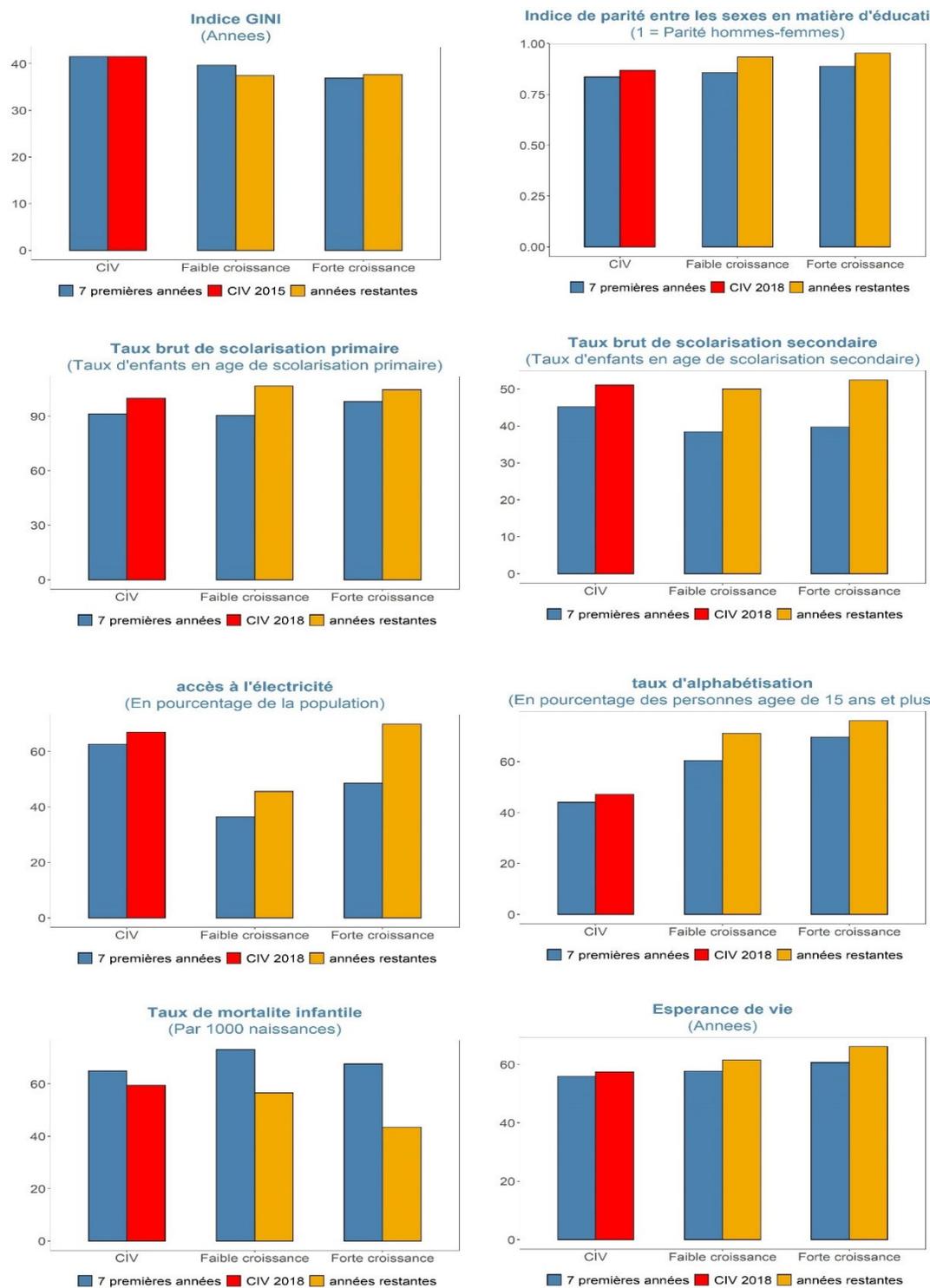
¹¹Vu que les données du PIB sur la base de la nouvelle année de référence ne sont disponibles qu'à partir de 2015, le graphique ci-joint n'inclut que la période 2015–18. Cependant, l'analyse des données rétrospectives qui utilise les taux de croissance sectoriels historiques calculés avec le PIB basé sur l'ancienne année de référence confirme une croissance limitée du secteur industriel et, en particulier, du secteur manufacturier.

Graphique 5. Structure de Production



Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; FMI, Perspectives économiques mondiales; et estimations des services du FMI .

Graphique 6. Inclusion sociale et capital humain



Sources: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; FMI, Perspectives économiques mondiales; et estimations des services du FMI .

Enseignements de l'exercice de comparaison

23. Dans l'ensemble, le récent épisode de croissance de la Côte d'Ivoire partage certains éléments prometteurs des premières années de croissance des pays de référence qui continuaient de connaître des épisodes de croissance soutenue. La croissance robuste de la PTF a permis de relancer la croissance de la Côte d'Ivoire, croissance qui s'est accompagnée par des investissements considérables du secteur privé. En outre, sur la période 2012–18, la Côte d'Ivoire a enregistré des déficits budgétaires et courants plus faibles, un taux d'épargne plus solide ainsi qu'une inflation et un niveau d'endettement plus faibles que les pays de référence durant les sept premières années de leur épisode de croissance.

24. Toutefois, d'importantes différences se dégagent et celles-ci pourraient peser sur la croissance à l'avenir. La croissance de la PTF présente des signes de ralentissement, voire d'inversion précoce par rapport aux pays de référence, alors que les IDE et l'investissement dans son ensemble sont restés relativement faibles. Par ailleurs, le faible niveau d'alphabétisation (variable représentative du capital humain) et les rares signes de transformation structurelle menacent les perspectives de croissance à long terme, puisque d'après les études sur le sujet, ces facteurs sont des moteurs essentiels des gains de productivité de la main-d'œuvre. Enfin, le faible ratio recettes/PIB risque d'entraver la capacité de l'État à financer durablement les biens et services publics dont le pays a tant besoin. De façon générale, les pays dont l'économie a été en expansion pendant de longues périodes à des taux de croissance élevés ont réussi à enregistrer de plus faibles déficits, réduire leur endettement, réaliser de bons résultats sur le plan de la santé et de l'éducation et attirer l'investissement. Par ailleurs, la part des exportations et de production provenant de l'industrie manufacturière de ces pays a été élevée au cours des années ultérieures. La Côte d'Ivoire devra déployer des efforts considérables pour atteindre leur niveau.

C. Quels sont les principaux facteurs d'une croissance pérenne? Approche économétrique

25. Dans l'optique d'une étude plus approfondie des résultats de l'exercice de comparaison, cette section présente des analyses économétriques afin de déterminer ce qui importe le plus pour parvenir à une croissance soutenue. Plus précisément, elle étudie dans quelle mesure les facteurs examinés dans l'analyse descriptive précédente et quelques autres variables peuvent permettre de prédire les épisodes de croissance soutenue sur la base d'un échantillon de pays à l'échelle internationale, couvrant la période 1950–2018.

Methodologie

26. Il convient de distinguer les épisodes de croissance d'une durée inférieure ou égale à dix ans et ceux d'une durée plus longue. La définition d'un épisode de croissance soutenue est la même que dans la section précédente (telle qu'elle figure au paragraphe 8) mais l'échantillon est élargi en supprimant le critère de revenu initial, de manière à améliorer le pouvoir statistique des régressions ultérieures. Afin d'établir un scénario contrefactuel aux « épisodes de croissance soutenue » (qui durent 10 ans ou plus), les « périodes de croissance non soutenue » sont définies comme des épisodes plus

courts de croissance continue et positive du PIB réel par habitant, ici aussi supérieure à 2 % par an en moyenne, mais ne durant que 5 à 9 ans.^{12,13} Cela permet d'examiner les caractéristiques qui distinguent les « épisodes de croissance soutenue » des « épisodes de croissance non soutenue » et de dégager des conclusions pour la Côte d'Ivoire, qui avait connu huit années de croissance continue avant la pandémie de COVID-19.¹⁴

27. La probabilité qu'une période de croissance dure plus de dix ans (et non entre 5 et 9 ans) est estimée grâce à plusieurs caractéristiques économiques. À cet effet, nous avons calculé plusieurs versions de la régression suivante, estimée au moyen d'un modèle de probabilité linéaire :

- $\Pr(\text{Duration}_s \geq 10) = \beta_0 + \beta_1 X_{s,t1} + \beta_2 \Delta X_{s,t2} + \mu_s$
- Où l'indice s représente l'épisode de croissance, X est un vecteur de variables susceptible de prédire la durabilité d'un épisode de croissance, t_1 comporte les années 1 à 5 suivant le début de l'épisode, et t_2 comporte les années 6 à 9. μ_s est le terme d'erreur. Une variable donnée $x_{s,t1}$ dans $X_{s,t1}$ est mesurée en tant que valeur moyenne de x_s durant les années 1 à 5, alors qu'une variable donnée $\Delta x_{s,t2}$ dans $\Delta X_{s,t2}$ correspond à la différence entre la valeur moyenne de x_s durant les années 6 à 9 et $x_{s,t1}$. Dans les cas où x représente une variable de flux déjà mesurée en variation de pourcentage, la moyenne des années 6 à 9 a simplement été incluse sans soustraire la moyenne des années 1 à 5. β_1 est censé détecter les caractéristiques précoces des épisodes de croissance (recensés au cours des cinq premières années) pouvant permettre de prédire un épisode de croissance soutenue (à savoir, un épisode d'une durée minimale de 10 ans), alors que β_2 identifie les variations supplémentaires au cours des années 6 à 9 qui sont liées à la durée de la période de croissance soutenue.

28. Une mise en garde importante : il est possible d'établir une causalité inverse en interprétant les résultats β_2 . Puisque, par définition, les épisodes de croissance soutenue ont généralement des taux de croissance plus élevés entre la 5^e et la 9^e année que les épisodes de croissance non soutenue, il est plus probable que les variations des variables explicatives au cours de ces années

¹²Conformément aux travaux de recherche existants, une période de croissance, pour être considérée comme telle, doit respecter le seuil de cinq années consécutives de croissance (voir par exemple Hausman et al. (2005)).

¹³Sur la base de ce critère, l'échantillon des pays étudiés présente 285 périodes de croissance (en excluant celle de la Côte d'Ivoire depuis 2012) dont 118 ayant duré dix ans ou plus. La durée médiane d'une période de croissance est de 9 ans. Quarante neuf épisodes de croissance qui étaient en cours en 2018, mais dont la durée était inférieure à dix ans, ont été exclus car il était impossible de savoir s'ils allaient durer ou non. Cinquante et un autres épisodes de croissance ont également été exclus car les données relatives au PIB par habitant durant les premières années n'étaient pas comparables (c'est-à-dire mesurées en dollars constants), ce qui est une variable de contrôle obligatoire.

¹⁴Deux tests de robustesse ont été effectués en modifiant la durée limite d'un épisode de croissance soutenue, le premier en la fixant à 8 ans et l'autre à 12 ans. Stables dans l'ensemble, les résultats présentent certaines différences quant à la signification statistique des résultats, à savoir notamment : la croissance de l'investissement privé s'avère plus fortement prédictive d'épisodes de croissance soutenue que la durée limite de 8 ou de 12 ans ; les ratios de la dette extérieure et de la dette globale ne sont plus significatifs en dessous de la limite de 12 ans ; avec le temps, le coefficient des changements intervenus dans les IDE prend une valeur négative en dessous de la limite de 8 ans.

seront dues à une croissance plus élevée que l'inverse. Il convient de prêter une attention toute particulière à ce fait lorsque la variable explicative étudiée est mesurée en pourcentage du PIB.

29. Au moyen de cette méthodologie, nous mesurons le rôle du contexte macroéconomique extérieur et intérieur, de la structure de la production, de l'inclusion sociale et du climat des affaires dans la réalisation d'une croissance soutenue. La série de variables explicatives considérées est élargie par rapport à la section descriptive pour tenir compte des caractéristiques de l'environnement extérieur, de la gouvernance et des institutions ainsi que de l'infrastructure. Le tableau 2 de l'annexe énumère toutes les variables utilisées dans l'analyse. En raison de la taille restreinte de l'échantillon, les modèles estimés sont relativement parcimonieux, et, conformément à la méthodologie de Berg et al. (2012), seuls le PIB initial par habitant et les chocs extérieurs sont pris en compte. Il est donc possible que certaines des régressions souffrent d'un biais des variables omises.

30. Par rapport aux études précédentes, l'apport du présent document tient en particulier au fait qu'il distingue les caractéristiques de croissance des premières années d'un épisode de croissance soutenue de ceux des dernières années. De plus, en accordant à chaque épisode de croissance déterminé une valeur égale dans les estimations, notre méthode est moins sujette à prendre en compte prioritairement les caractéristiques de réussites de croissance hors norme comme dans le cas de la Chine. L'épisode de croissance ininterrompue de la Chine depuis 1997 se voit accorder le même poids que l'épisode de croissance de l'Éthiopie qui a commencé plus récemment en 2004.

Résultats

Environnement extérieur

31. Les épisodes de croissance qui débutent à un moment où la croissance mondiale est forte sont moins susceptibles de durer (tableau 1). Inversement, une croissance mondiale plus robuste entre la 5^e et la 9^e année contribue à prolonger la durée de vie d'un épisode de croissance. Cela donne à penser que la conjoncture économique mondiale peut à la fois stimuler et prolonger les épisodes de croissance, mais qu'une période de croissance soutenue par une forte demande extérieure est, toutes choses étant égales par ailleurs, moins susceptible de durer. À l'inverse, ni les conditions financières mondiales (représentées par le niveau initial et les variations ultérieures du taux d'intérêt aux États-Unis), ni les termes de l'échange n'influent sur la probabilité d'une croissance soutenue. Dans l'ensemble, ces résultats semblent indiquer qu'il est peu probable que des conditions mondiales favorables suffisent à réaliser une croissance soutenue.

32. En suivant la démarche de Berg et al. (2012), nous neutralisons les effets des conditions économiques extérieures dans toutes les régressions qui suivent. Puisque l'effet des chocs sur les termes de l'échange et du taux d'intérêt aux États-Unis est négligeable, nous neutralisons uniquement la croissance économique réelle. En outre, nous neutralisons toujours le PIB initial par habitant, une variable qui est en général de signe négatif au départ et qui peut être notable en fonction des autres variables incluses dans le modèle. Cela signifie que les pays qui ont un niveau de revenu inférieur au départ sont plus susceptibles de connaître des épisodes de croissance soutenue, à condition que ceux-ci aient déjà connu une période de croissance de cinq ans.

Tableau 1. L'effet des conditions extérieures sur la probabilité d'une période de croissance soutenue	
<i>PIB par habitant initial</i>	-0.001 (0.002)
<i>Δ Termes de commerce, t1</i>	0.007 (0.006)
<i>Croissance réelle globale, t1</i>	-0.171*** (0.038)
<i>US taux d'intérêt, t1</i>	0.008 (0.012)
<i>Δ Termes de commerce, t2</i>	0.007 (0.006)
<i>Croissance réelle globale, t2</i>	0.194*** (0.037)
<i>Δ US taux d'intérêt, t2</i>	0.011 (0.014)
<i>Constant</i>	0.327~ (0.211)
<i>R-carre ajuste</i>	0.102
<i>Observations</i>	243
<i>Notes: 1) Les écarts types sont en parenthèses</i> 2) *** $p < 0.01$, ** $p < 0.05$, * $p < 0.10$, ~ $p < 0.15$ 3) Un coefficient de 0.01 signifie que tout le reste étant égal, une augmentation de 1 unité dans la variable explicative augmente la probabilité d'une période de croissance soutenue par 1 point de pourcentage.	

Environnement macroéconomique intérieur

33. Les épisodes de croissance soutenue sont liés à une réduction des déficits budgétaires et des niveaux d'endettement ainsi qu'à une hausse des taux d'épargne publique (tableau 2).

Bien qu'un déficit plus élevé pendant les cinq premières années n'influe pas sur la probabilité qu'un épisode de croissance dure plus de dix ans, les pays qui ont continué de croître pendant et après la 10^e année étaient plus susceptibles que les autres de réduire leurs déficits entre la 6^e et la 9^e année. Ce résultat cadre avec l'adoption d'une politique budgétaire prudente et anticyclique au cours des dernières années et laisse à penser que l'accumulation de déséquilibres budgétaires est particulièrement préjudiciable durant la dernière partie des épisodes de croissance (probablement parce que les effets amplifiés d'une politique budgétaire laxiste commencent à peser sur l'économie et la confiance globale). Ces résultats donnent à penser que la Côte d'Ivoire devrait viser à s'appuyer sur des recettes fiscales plus élevées pour financer des dépenses plus productives et plus inclusives, plutôt que de changer d'objectifs en matière de déficit budgétaire. En outre, l'analyse fait apparaître que lorsque l'État épargne davantage, les pays ont plus de chances de croître pendant plus d'une décennie.

Tableau 2. L'effet des finances publiques sur la probabilité d'une croissance soutenue

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
<i>Balance fiscale, t1</i>	-0.476				
	(1.169)				
Δ <i>Balance Fiscale, t2</i>	2.940***				
	(0.974)				
<i>Épargnes publiques, t1</i>		1.056**			
		(0.526)			
<i>Consommation publique, t1</i>		-0.588			
		(0.674)			
<i>Investissement publique, t1</i>		0.168			
		(0.739)			
Δ <i>Épargnes publiques, t2</i>		2.476**			
		(1.054)			
Δ <i>Consommation publique, t2</i>		-1.083			
		(1.440)			
Δ <i>Investissement publique, t2</i>		1.198			
		(0.843)			
<i>Dettes, t1</i>			-0.098		
			(0.145)		
Δ <i>Dettes, t2</i>			-0.383**		
			(0.150)		
<i>Dettes extérieures, t1</i>				-0.194**	
				(0.075)	
Δ <i>Dettes extérieures, t2</i>				-0.346***	
				(0.095)	
<i>Recettes fiscales, t1</i>					-0.217
					(0.370)
Δ <i>Recettes fiscales, t2</i>					1.243
					(1.052)
<i>Contrôles pour le PIB/ habitant initial et la croissance réelle globale</i>	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes
<i>R-carré ajusté</i>	0.132	0.142	0.137	0.159	0.097
<i>Observations</i>	165	168	142	180	169

Notes: 1) Les écarts types sont en parenthèses.

2) *** $p < 0.01$, ** $p < 0.05$, * $p < 0.10$, ~ $p < 0.15$

3) Un coefficient de 0.01 signifie que tout le reste étant égal, une augmentation de 1 unité dans la variable explicative augmente la probabilité d'une période de croissance soutenue par 1 point de pourcentage. La propensité de base d'un épisode de croissance soutenue est d'environ 40 pour cent.

34. De plus, les périodes de croissance qui commencent avec un niveau d'endettement extérieur relativement élevé sont moins susceptibles de durer. Bien que le niveau initial de la dette globale n'ait pas d'effet sensible sur la probabilité d'épisodes de croissance soutenue, le niveau de la dette extérieure semble toutefois revêtir une importance, tant en début de période qu'entre la 5^e et 9^e année. En effet, un

ratio dette extérieure/PIB supérieur de 1 point au cours des cinq premières années d'un épisode de croissance fait baisser la probabilité d'une croissance sur une période de 10 ans ou plus d'environ 5 %.

35. Le ratio recettes/PIB n'est pas un facteur déterminant pour prévoir des épisodes de croissance soutenue, même si sa variation entre les années 5 et 9 démarre avec un coefficient positif.

Le caractère négligeable du ratio des recettes, conjugué à la corrélation négative des déséquilibres budgétaires plus tard dans l'épisode de croissance, semble indiquer qu'un niveau élevé de dépenses publiques n'est pas essentiel à la réalisation d'une croissance soutenue. Cela s'expliquerait si les pays affichant une croissance soutenue malgré un ratio recettes/PIB relativement faible réussissaient particulièrement bien à mobiliser l'investissement du secteur privé ou si ces pays avaient un niveau élevé d'efficacité des dépenses publiques. Compte tenu des besoins de développement encore importants, du faible niveau d'éducation et de l'efficacité sous-optimale des dépenses publiques, en particulier dans les secteurs de la santé et de l'éducation,¹⁵ à terme, la Côte d'Ivoire sera probablement appelée à rehausser le niveau des recettes, de l'investissement privé et de l'efficacité des dépenses pour soutenir la croissance.

36. D'autres variables macroéconomiques nationales pourraient aussi servir à prévoir la durabilité de la croissance (tableau 3).

- **Un taux d'épargne intérieure plus élevé et une hausse de l'investissement sont des caractéristiques communes aux épisodes de croissance soutenue.** Bien que le niveau initial de l'investissement ne s'avère pas déterminant, il existe une corrélation entre les épisodes de croissance soutenue et la part de l'investissement dans le PIB, en particulier de l'investissement privé.¹⁶ Le taux d'épargne intérieure, important dès le départ, le devient encore plus au fil du temps.
- **La surévaluation du taux de change et une forte inflation initiale semblent nuire à la réalisation d'une croissance soutenue.** Bien que le niveau d'inflation entre les années 6 et 9 se manifeste par un signe positif, il n'est pas significatif. Par ailleurs, des écarts positifs de la tendance temporelle du taux de change effectif réel soumise au filtre HP ont de graves effets négatifs sur la viabilité de la croissance, aussi bien durant les premières années que pendant les années ultérieures, ce qui confirme que la compétitivité extérieure peut jouer un rôle important pour soutenir la croissance à long terme (comme l'avance, par exemple, Rodrik (2008)).
- **Ni le niveau d'ouverture commerciale et financière, ni le ratio crédit privé/PIB ne permettent de prévoir la durée des épisodes de croissance.** Tant le niveau initial de ces trois variables que leur croissance ultérieure n'agissent pas de façon significative.

¹⁵Voir le document de la série des questions générales : « Potential for Productive Public Spending Efficiency Gains to Support Inclusive Growth ».

¹⁶Bien que l'investissement privé ne soit pas retenu comme un des principaux facteurs, il joue un rôle étant donné son fort coefficient positif et ce rôle est important dans les tests de robustesse axés sur une durée limite d'épisodes de croissance soutenue de 8 et de 12 ans.

Tableau 3. L'effet du macroenvironnement général sur la probabilité d'une période de croissance soutenue

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
<i>Log of inflation, t1</i>	-0.046~					
	(0.036)					
<i>Log of inflation, t2</i>	0.050					
	(0.038)					
<i>REER trend deviation, t1</i>		-0.065**				
		(0.025)				
Δ <i>REER trend deviation, t2</i>		-0.046**				
		(0.019)				
<i>Épargne domestique, t1</i>			0.353~			
			(0.222)			
<i>Investissement, t1</i>			0.034			
			(0.505)			
Δ <i>Épargne domestique, t2</i>			1.324***			
			(0.426)			
Δ <i>Investissement, t2</i>			1.124*			
			(0.709)			
<i>Ouverture commerciale, t1</i>				0.032		
				(0.091)		
Δ <i>Ouverture commerciale, t2</i>				0.127		
				(0.219)		
<i>Ouverture financière, t1</i>					-0.002	
					(0.011)	
Δ <i>Ouverture financière, t2</i>					-0.009	
					(0.011)	
<i>Investissement privé, t1</i>					-0.012	
					(0.569)	
Δ <i>Investissement privé, t2</i>					1.202~	
					(0.792)	
<i>Crédit privé, t1</i>						-0.021
						(0.154)
Δ <i>Crédit privé, t2</i>						-0.203
						(0.349)
<i>Contrôles pour le PIB/habitant initial et la croissance réelle globale</i>	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes
<i>R-carré ajusté</i>	0.083	0.109	0.126	0.096	0.237	0.140
<i>N</i>	277	203	248	220	83	186

Notes: 1) Les écarts types sont en parenthèses.

2) *** $p < 0.01$, ** $p < 0.05$, * $p < 0.10$, ~ $p < 0.15$

3) Un coefficient de 0.01 signifie que tout le reste étant égal, une augmentation de 1 unité dans la variable explicative augmente la probabilité d'une période de croissance soutenue par 1 point de pourcentage.

Structure de la production

37. L'analyse montre sans équivoque que la structure de la production et son évolution au cours du temps constituent d'importants prédicteurs d'épisodes de croissance soutenue.

- **Une hausse de la part des industries manufacturières dans le PIB et une diversification accrue des exportations sont des signes annonciateurs d'une croissance plus soutenue.** La part initiale des industries manufacturières dans le PIB et sa variation au fil du temps constituent des prédicteurs significatifs d'épisodes de croissance soutenue. La part du secteur manufacturier dans les exportations ne semble pas constituer un prédicteur significatif, contrairement à la diversification des exportations.
- **Les pays qui parviennent à maintenir la croissance dans la durée le font en accumulant du capital et en renforçant la productivité totale des facteurs (tableau 4).** Un taux initialement élevé de croissance de la PTF et d'accumulation de capital ne constitue pas un facteur prédictif d'épisodes de croissance de plus longue durée, et le taux initial de croissance de la PTF a même une influence négative ; mais ces deux variables constituent des facteurs fortement significatifs et positifs au terme de plusieurs années, en particulier s'agissant de l'accumulation de capital¹⁷. L'importance croissante de l'accumulation de capital entre les cinquième et neuvième années confirme les observations de la section B et laisse à penser que l'accumulation de capital joue un rôle clé dans le maintien de la croissance, en tout cas à moyen terme et surtout lorsque cette accumulation est le fait principalement du secteur privé.
- **Un taux initial élevé d'entrées d'IDE constitue également un facteur annonciateur de croissance soutenue, alors que ni les importations de technologies de l'information et de la communication (TIC) ni le nombre de brevets par habitant ne constituent des variables significatives.** Cela peut s'expliquer par le degré de développement de la plupart des pays de l'échantillon qui, au moment de l'observation, sont encore loin de se trouver à la frontière de l'innovation et sont donc mieux placés pour adopter les technologies existantes, y compris par le biais des IDE.

¹⁷Le signe négatif de la croissance initiale de la PTF pourrait s'expliquer par la dynamique conjoncturelle ou par une croissance de rattrapage intenable. Dans le cas de la Côte d'Ivoire, une des raisons possibles de la forte croissance observée de la PTF dans les premières années de l'épisode de croissance tient à un effet de rattrapage après la guerre civile de 2002-2011. Lorsque cet effet favorable ne se fera plus sentir, il faudra trouver des moteurs plus durables de la croissance de la PTF pour prolonger l'épisode de croissance du pays.

Tableau 4. Effet de la structure de production sur la probabilité d'un épisode de croissance soutenue

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
<i>Manufactured exports, t1</i>	0.001						
	(0.001)						
Δ <i>Manufactured exports, t2</i>	0.002						
	(0.003)						
<i>Export diversification, t1</i>		0.584**					
		(0.234)					
Δ <i>Export diversification, t2</i>		0.332					
		(0.795)					
<i>TFP growth, t1</i>			-0.025*				
			(0.015)				
<i>Capital growth, t1</i>			-0.047				
			(0.042)				
<i>TFP growth, t2</i>			0.095***				
			(0.016)				
<i>Capital growth, t2</i>			0.160***				
			(0.045)				
<i>Manufacturing VA, t1</i>				0.009*			
				(0.005)			
Δ <i>Manufacturing VA, t2</i>				0.050***			
				(0.013)			
<i>FDI, t1</i>					1.347*		
					(0.701)		
Δ <i>FDI, t2</i>					0.595		
					(0.751)		
<i>ICT imports, t1</i>						-0.052	
						(0.538)	
Δ <i>ICT imports, t2</i>						0.863	
						(1.997)	
<i>Patents per capita, t1</i>							0.130
							(0.094)
Δ <i>Patents per capita, t2</i>							-0.009
							(0.144)
<i>Controls for initial GDP and global growth</i>	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes
<i>adj_R-squared</i>	0.119	0.102	0.280	0.132	0.124	0.192	0.117
<i>N</i>	245	251	237	223	174	85	132

Notes: 1) Robust standard errors in parentheses

2) *** $p < 0.01$, ** $p < 0.05$, * $p < 0.10$, ~ $p < 0.15$

3) A coefficient of 0.01 means that all else equal, an increase of 1 unit in the explanatory variable raises the probability of a sustained growth episode by 1 percentage point.

Climat des affaires et infrastructures

38. Sur les quelques indicateurs permettant de mesurer la qualité des infrastructures, l'augmentation du nombre de lignes de téléphone fixe par habitant constitue le seul prédicteur significatif d'une croissance soutenue (tableau 5). À supposer que les abonnements téléphoniques donnent une bonne indication du développement des infrastructures, cette constatation semble indiquer qu'il existe un lien entre épisodes de croissance soutenue et amélioration des infrastructures.¹⁸ Le pourcentage de la population disposant d'un raccordement à l'électricité ne constitue en revanche pas un facteur significatif. L'insuffisance du niveau général de raccordement à l'électricité ne signifie pas pour autant que l'infrastructure énergétique soit sans importance pour appuyer la croissance, en particulier dans le secteur industriel.

Tableau 5. L'effet de l'infrastructure et de l'environnement commercial sur la probabilité d'une croissance soutenue				
	(1)	(2)	(3)	(4)
<i>accès à l'électricité, t1</i>	-0.001			
	(0.002)			
<i>Δ accès à l'électricité, t2</i>	-0.007			
	(0.012)			
<i>Lignes de téléphones fixes, t1</i>		-0.003		
		(0.003)		
<i>Δ Lignes de téléphones fixes, t2</i>		0.016**		
		(0.007)		
<i>Polity2 score, t1</i>			0.001	
			(0.005)	
<i>Δ Policy2 score, t2</i>			0.003	
			(0.014)	
<i>WGI, t1</i>				-0.066
				(0.077)
<i>Δ WGI, t2</i>				0.298
				(0.255)
<i>Contrôles pour le PIB initial et la croissance globale</i>	Yes	Yes	Yes	Yes
<i>R-carré ajusté</i>	0.082	0.104	0.129	0.083
<i>N</i>	136	272	243	126

Notes: 1) Les écarts types sont en parenthèses.
 2) *** $p < 0.01$, ** $p < 0.05$, * $p < 0.10$, ~ $p < 0.15$
 3) Un coefficient de 0.01 signifie que tout le reste étant égal, une augmentation de 1 unité dans la variable explanatoire augmente la probabilité d'une période de croissance soutenue par 1 point de pourcentage. La propensité de base d'un épisode de croissance soutenue est d'environ 40 pour cent.

¹⁸Bien qu'aujourd'hui la téléphonie fixe soit moins importante que la téléphonie mobile, une grande partie des épisodes de croissance que nous examinons ont commencé à une époque où la téléphonie fixe constituait encore la forme dominante de communication. Le nombre d'abonnements de téléphonie mobile par habitant ne constituait pas une mesure significative.

39. En matière de gouvernance, deux indicateurs différents ne sont pas significatifs, ce qui tranche avec de nombreuses études concluant que la gouvernance économique est importante pour la croissance à long terme. Ni l'indice Polity2 ni la première composante principale des indicateurs de gouvernance mondiaux (WGI) ne constituent des prédicteurs de croissance soutenue, même si les variations des WGI entre les cinquième et neuvième années interviennent avec un coefficient positif¹⁹. Le fait que l'indice Polity2 ne soit pas significatif peut s'expliquer par l'accent mis sur la gouvernance politique (et non économique), tandis que l'imprécision du coefficient d'estimation de la variation des WGI peut s'expliquer par la taille relativement faible de l'échantillon et par l'absence de variations (cette série de données n'est disponible qu'à compter de 1996). En revanche, plusieurs travaux récents concluent à un lien important entre gouvernance économique et croissance à long terme (voir Hammadi et autres, 2019, FMI 2019, Berg et autres, 2012).

Développement humain et inclusion

40. L'analyse révèle également le rôle capital de la santé, de l'éducation et de l'inclusion économique pour la durabilité de la croissance (tableau 6).

- **Les fortes inégalités entravent cette durabilité.** L'indice de Gini initial entre en jeu avec un coefficient particulièrement négatif, alors que sa variation est également négative mais pas significative, ce qui peut être lié au degré élevé de persistance de cet indicateur. Le ratio du taux de scolarisation des filles par rapport à celui des garçons intervient avec des coefficients relativement importants et positifs, mais dont l'estimation est imprécise. Par ailleurs, un niveau initialement plus élevé de droits civiques constitue un prédicteur positif d'épisodes de croissance soutenue (les améliorations ultérieures semblent aller dans l'autre direction, mais ne sont que peu significatives).²⁰
- **Il existe une forte corrélation entre, d'une part, un taux moins élevé de mortalité infantile et des améliorations de l'enseignement de base, et d'autre part, une croissance soutenue** (voir également le document de la série des questions générales sur l'efficacité des dépenses). La mortalité infantile intervient avec le signe négatif auquel on peut s'attendre, tant à son niveau initial qu'avec ses variations ultérieures, alors que s'agissant des taux d'alphabétisation et de scolarité primaire, les variations au cours du temps semblent peser davantage que les niveaux initiaux. Le coefficient appliqué aux

¹⁹L'indice Polity2 mesure la qualité du recrutement du pouvoir exécutif, les entraves à l'autorité du pouvoir exécutif et le degré de concurrence politique sur une échelle de -10 à +10, -10 représentant l'extrême inférieur (monarchie héréditaire) et +10 l'extrême supérieur (démocratie consolidée). Les indicateurs de gouvernance mondiaux notent quant à eux les pays sur six aspects de la gouvernance (voix citoyenne et responsabilité, stabilité politique et absence de violence, efficacité des administrations, qualité de la réglementation, État de droit, lutte contre la corruption). Nous déterminons la première composante principale de ces six volets ; plus l'indice qui en résulte est élevé, plus la gouvernance est forte.

²⁰Ce résultat pourrait sembler contredire le caractère non significatif des indices Polity2 et WGI dans le tableau 5. Les notions que ces indices cherchent à mesurer se chevauchent dans une certaine mesure, mais l'indice relatif aux droits civiques est celui qui porte le moins sur la gouvernance économique.

variations du taux d'alphabétisation au cours de la période de croissance est particulièrement fort, tandis que les taux de scolarité secondaire et tertiaire n'interviennent pas de façon significative. Compte tenu du faible niveau initial moyen de développement dans les pays de l'échantillon, le taux d'alphabétisation et le taux d'achèvement du primaire donnent probablement la meilleure idée du niveau moyen de qualification de la main-d'œuvre, ce qui souligne l'importance du capital humain dans le maintien de la croissance.

Enseignements de l'exercice économétrique

41. Les résultats de l'analyse économétrique illustrent encore plus l'importance vitale des transformations structurelles, du capital humain et de l'inclusion sociale pour assurer une croissance soutenue. Par rapport aux périodes de croissance ayant duré de cinq à neuf ans, les périodes ayant duré dix ans ou plus ont été nourries par l'augmentation de la part du secteur manufacturier, la diversification accrue des exportations, la réduction des inégalités, ainsi que l'amélioration de la santé et de l'enseignement au fil du temps. Ces domaines posent encore de grandes difficultés en Côte d'Ivoire.

42. En outre, l'analyse confirme le rôle significatif que jouent dans la prolongation des périodes de croissance l'application d'une politique budgétaire prudente et la participation accrue du secteur privé. Par rapport aux périodes de croissance non soutenue, les épisodes de croissance soutenue s'accompagnaient plus souvent d'une amélioration des soldes budgétaires, d'une réduction des ratios d'endettement et d'une augmentation de l'investissement privé. Comme le relève l'analyse descriptive, la Côte d'Ivoire est bien placée pour imiter ces tendances, mais elle doit faire preuve d'une stricte discipline budgétaire tout en s'efforçant d'augmenter ses recettes intérieures et de susciter un climat des affaires propice à l'investissement privé.

43. En revanche, les conditions mondiales ne suffisent pas à maintenir une croissance à long terme. La vigueur de la croissance mondiale peut certes donner lieu à une période de croissance et en prolonger temporairement la durée, mais toutes choses étant égales par ailleurs, les périodes de croissance qui commencent lors de phases de forte expansion mondiale ont moins de chances de durer. Nonobstant l'effet favorable potentiel (et temporaire) des conditions mondiales, ce n'est qu'en appliquant des politiques macroéconomiques et structurelles saines que la Côte d'Ivoire parviendra à mettre en place les conditions d'une croissance soutenue et prolongée.

Tableau 6. L'effet du capital humain et de l'inclusion sociale sur la probabilité de croissance soutenue

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
<i>libertés civiles, t1</i>	0.046*							
	(0.024)							
Δ <i>libertés civiles, t2</i>	-0.080~							
	(0.054)							
<i>Indice Gini, t1</i>		-0.015***						
		(0.005)						
Δ <i>indice Gini, t2</i>		-0.024						
		(0.018)						
<i>mortalité infantile, t1</i>			-0.003***					
			(0.001)					
Δ <i>mortalité infantile, t2</i>			-0.014**					
			(0.006)					
<i>Alphabétisation, t1</i>				0.206				
				(0.219)				
Δ <i>Alphabétisation,, t2</i>				5.533***				
				(1.854)				
<i>inscription au primaire, t1</i>					0.260			
					(0.185)			
Δ <i>inscription au primaire, t2</i>					0.721*			
					(0.379)			
<i>inscription au secondaire, t1</i>						0.124		
						(0.131)		
Δ <i>inscription au secondaire, t2</i>						0.026		
						(0.512)		
<i>Inscription au tertiaire, t1</i>							-0.277	
							(0.224)	
Δ <i>inscription au tertiaire, t2</i>							0.084	
							(0.634)	
<i>Femme / Homme ratio de l'inscription, t1</i>								0.373
								(0.276)
Δ <i>Femme / Homme ratio de l'inscription, t2</i>								1.765
								(1.399)
<i>Controles pour le PIB initial et la croissance globale</i>	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes
<i>R-carre ajusté</i>	0.110	0.160	0.096	0.142	0.118	0.115	0.118	0.104
<i>N</i>	232	151	278	143	223	206	188	196

Notes: 1) Les écarts types sont en parenthèses.

2) *** $p < 0.01$, ** $p < 0.05$, * $p < 0.10$, ~ $p < 0.15$

3) Un coefficient de 0.01 signifie que tout le reste étant égal, une augmentation de 1 unité dans la variable explicative augmente la probabilité d'une période de croissance soutenue par 1 point de pourcentage.

D. Implications pour les politiques publiques

44. Pour se hisser au rang de pays émergent, la Côte d'Ivoire doit poursuivre l'application de politiques macroéconomiques saines, accélérer sa transformation structurelle et réaliser des investissements de qualité dans le capital humain. Plus particulièrement, les résultats médiocres observés récemment en matière de productivité totale des facteurs devraient alerter les autorités sur la nécessité de renforcer l'élan du programme de réformes, à l'heure où le pays sort de la pandémie.

45. À la suite du relâchement des finances publiques indispensable pour contrer les effets sanitaires et économiques de la pandémie de COVID-19, il importera d'assainir progressivement la situation budgétaire. Cela garantira la viabilité de la dette publique, évitera l'évincement du secteur privé alors que la reprise s'installe, et rétablira les volants permettant de résister aux futurs chocs potentiels. À l'échelle de l'UEMOA, cet assainissement préservera également la stabilité extérieure de la région.

46. Par ailleurs, il est essentiel de renforcer la mobilisation des recettes intérieures pour dégager de l'espace budgétaire en faveur des investissements qui s'imposent dans les biens et services publics et pour améliorer promouvoir l'inclusion. Bien qu'il soit encore possible d'améliorer l'administration des recettes et d'élargir la base d'imposition en réduisant le caractère informel de l'économie, les autorités doivent également réformer la politique fiscale afin d'égaliser les chances entre les entreprises et de promouvoir la compétitivité.

47. Améliorer encore le climat des affaires contribuera à attirer l'investissement privé et accélérera la transformation structurelle. La Côte d'Ivoire a fortement avancé dans l'amélioration du climat des affaires, mais les marges de progression restent considérables, notamment pour faciliter les échanges transfrontaliers, la délivrance de permis de construire et le raccordement à l'électricité, ainsi que pour améliorer la protection des investisseurs minoritaires. En outre, compte tenu du rôle central de la gouvernance économique pour assurer une réglementation juste et propice aux affaires, favorisant la concurrence et une utilisation productive des ressources, les réformes de renforcement de la gouvernance doivent être accélérées.²¹

48. Des mesures verticales portant sur des secteurs spécifiques peuvent également être utiles, à condition qu'elles soient ciblées et transparentes et qu'elles entraînent peu de coûts budgétaires. En donnant la priorité à l'industrie agroalimentaire et à la transformation du cacao et de la noix de cajou, la Côte d'Ivoire s'appuie à bon escient sur ses avantages comparatifs en matière de production brute de ces produits de base. La promotion de ces secteurs s'appuie toutefois trop

²¹Voir le document de la série des questions générales intitulé « *The Governance Framework: Current State and the Way Forward* ».

sur des mesures d'incitation fiscale qu'il convient d'évaluer régulièrement afin d'assurer leur conformité avec les meilleures pratiques.²²

49. La diversification des exportations en faveur de produits à plus forte valeur ajoutée est indispensable et nécessitera un renforcement de la compétitivité. La diversification des exportations et la hausse de la part des produits manufacturés dans les exportations constituent des éléments importants des épisodes de croissance soutenue. La Côte d'Ivoire reste cependant considérablement à la traîne sur ce plan, et les récentes initiatives visant à accélérer la transformation du cacao et de la noix de cajou ne se sont pas traduites par un renforcement du secteur manufacturier, en raison notamment de la forte concurrence mondiale. Il est indispensable d'établir l'inventaire des goulots d'étranglement que rencontrent les entreprises de ces secteurs et de mettre en œuvre une stratégie cohérente pour y remédier, tout en encourageant la concurrence au sein de ces secteurs. Il est également prioritaire de poursuivre la diversification au-delà des secteurs du cacao et de la noix de cajou, et il serait utile de réduire les obstacles non tarifaires aux échanges, notamment en mettant en œuvre l'accord sur la zone de libre-échange continentale africaine, afin de favoriser l'intégration commerciale régionale et de développer les marchés d'exportation.

50. Il est urgent que la Côte d'Ivoire modernise son capital humain, car elle obtient constamment de mauvais résultats en matière d'éducation et de santé.²³ Faute de mesures concertées pour remédier au plus tôt à ces lacunes, le capital humain constituera une entrave majeure à la croissance, car la main-d'œuvre ne disposera pas des compétences de base essentielles à la croissance des secteurs à forte valeur ajoutée. Il conviendra à cet égard d'envisager deux pistes prometteuses : rééquilibrer les dépenses en faveur de l'enseignement primaire et tirer parti des nombreuses possibilités de renforcer l'efficacité des dépenses en matière de santé et d'éducation. L'augmentation et, surtout, l'amélioration des dépenses consacrées à l'enseignement de base et à la santé contribueront également à réduire les inégalités sociales et à renforcer la résilience de la population face à des chocs tels que la pandémie de COVID-19.

²²Pour qu'une mesure d'incitation fiscale soit de qualité, elle doit généralement i) cibler les entreprises exportatrices ; ii) ne pas se limiter aux grands investissements ; iii) être de nature temporaire ; iv) se fonder sur les coûts et non sur les bénéfices (FMI, 2015).

²³Voir le document de la série des questions générales intitulé « *Potential for Productive Public Spending Efficiency Gains to Support Inclusive Growth* ».

Bibliographie

Berg, A., Ostry, J. D., & Zettelmeyer, J. (2012). What makes growth sustained? *Journal of Development Economics*, 98(2), 149-166.

Cadot, O., Carrère, C., & Strauss-Kahn, V. (2011). Export diversification: what's behind the hump?. *Review of Economics and Statistics*, 93(2), 590-605.

Diao, X., McMillan, M., & Rodrik, D. (2019). The recent growth boom in developing economies: A structural-change perspective. In *The Palgrave Handbook of Development Economics* (pp. 281-334). Palgrave Macmillan, Cham.

Hausmann, R., Pritchett, L., & Rodrik, D. (2005). Growth accelerations. *Journal of economic growth*, 10(4), 303-329.

Hammadi, A., Mills, M., Sobrinho, N., Thakoor, V., Velloso, R. (2019), "A Governance Dividend for Sub-Saharan Africa?", IMF Working Paper No. 19/1.

Helpman, E. (2009). *The mystery of economic growth*. Harvard University Press.

Rodrik, D. (2008). The real exchange rate and economic growth. *Brookings papers on economic activity*, 2008(2), 365-412.

International Monetary Fund (IMF) (2017). *Regional Economic Outlook*. Washington, May.

International Monetary Fund (IMF) (2019). *Fiscal Monitor*. Washington, April.

International Monetary Fund (IMF) (2015). Options for LIC Effective and Efficient Use of Tax Incentives for Investment. *IMF Policy Paper*. Washington, October.

Krugman, P. (1994). The myth of Asia's miracle. *Foreign affairs*, 62-78.

World Bank (2019). *Doing Business 2020: Comparing Business Regulation in 190 Economies – Economy Profile of Côte d'Ivoire*. Doing Business 2020. Washington, D.C. : World Bank Group.

Annexe I. Épisodes de croissance utilisés dans l'exercice de comparaison

Le groupe 1 est à « croissance élevée », le groupe 2 est à « croissance faible »

Groupe	Pays	Année début	Année fin	Durée	Taux de croissance moyen annuel
1	Armenia	1994	2008	15	9.8
1	Tonga	1977	1987	11	9.6
1	Botswana	1966	1991	26	8.8
1	Georgia	1995	2008	14	8.5
1	Ethiopia	2004	2018	15	8.4
1	China	1977	2018	42	8.3
1	Myanmar	1999	2018	20	8.2
1	Korea	1963	1979	17	7.7
1	Singapore	1965	1984	20	7.6
1	Grenada	1964	1980	17	6.4
1	Brazil	1971	1980	10	6.2
1	Sierra Leone	2000	2014	15	5.9
1	Bulgaria	1951	1988	38	5.8
1	Cambodia	1991	2008	18	5.4
1	St. Lucia	1969	1979	11	5.3
1	Rwanda	2004	2018	15	5.3
1	Bhutan	1976	2018	43	5.2
1	Cabo Verde	1992	2008	17	5.2
1	India	1992	2018	27	5.2
1	Indonesia	1968	1997	30	5.1
1	Vietnam	1981	2018	38	5.1
1	Thailand	1958	1996	39	5.1
1	Paraguay	1969	1981	13	4.9
1	Lao P.D.R.	1989	2018	30	4.9
1	Tajikistan	1997	2018	22	4.8
1	Uzbekistan	1997	2018	22	4.8
1	Malaysia	1963	1974	12	4.4
2	Panama	1959	1973	15	4.3
2	Mozambique	2001	2018	18	4.1
2	Ghana	2001	2014	14	4.1
2	Bangladesh	1989	2018	30	4.0
2	Liberia	2004	2013	10	4.0
2	Grenada	1982	1991	10	3.9
2	Turkey	1962	1978	17	3.9
2	Uganda	1992	2011	20	3.7
2	Guyana	2006	2018	13	3.7

Groupe	Pays	Année début	Année fin	Durée	Taux de croissance moyen annuel
2	Zambia	1999	2014	16	3.7
2	Nepal	2003	2015	13	3.6
2	Sri Lanka	1972	1991	20	3.6
2	St. Vincent and the Grenadines	1964	1986	23	3.5
2	India	1980	1990	11	3.3
2	Pakistan	1978	1992	15	3.3
2	Lesotho	1996	2016	21	3.3
2	Tanzania	1997	2018	22	3.3
2	Kosovo	2005	2018	14	3.2
2	Eswatini	1964	1974	11	3.0
2	Togo	2008	2018	11	2.9
2	Kenya	2009	2018	10	2.8
2	Nepal	1988	2001	14	2.8
2	Philippines	1965	1981	17	2.6
2	Lao P.D.R.	1966	1976	11	2.6
2	Ghana	1984	1999	16	2.5

Annexe II. Variables utilisées aux fins de comparaison et d'analyse économétrique

Variable	Définition	Source
PIB par tête	PIB réel par habitant, monnaie nationale constante ou USD	WEO; WDI; Maddison Project
Taux de croissance réel du capital	Croissance réelle de la formation brute de capital (en %), pourcentage	WEO; estimations des services du FMI
Taux de croissance réel du PIB	Résiduel de la décomposition de la croissance du PIB réel en capital physique, capital humain, population en âge de travailler, en utilisant une fonction de production Cobb-Douglas standard à rendements constants (en %), pourcentage	WEO; estimations des services du FMI
Taux de croissance réel de l'investissement public	Croissance réelle de la formation publique brute de capital fixe, en pourcentage	WEO; estimations des services du FMI
Taux de croissance réel de l'investissement privé	Croissance réelle de la formation brute de capital fixe privé, en pourcentage	WEO; estimations des services du FMI
Investissement	Investissement nominal, en pourcentage du PIB	PWT
Investissement public	Formation publique brute de capital fixe, en pourcentage du PIB	WEO
Investissement privé	Formation brute de capital fixe privé, en pourcentage du PIB	WEO
Solde budgétaire	Prêts/emprunts nets des administrations publiques, en pourcentage du PIB de l'exercice budgétaire	WEO
Recettes fiscales	Recettes fiscales, en pourcentage du PIB de l'exercice budgétaire	WEO
Dette totale brute	Dette totale brute, en pourcentage du PIB de l'exercice budgétaire	WEO
Dette extérieure	Dette extérieure totale, en pourcentage du PIB	WEO
Service de la dette	Service de la dette en pourcentage du PIB	WEO
Épargne domestique	Épargne domestique brute, en pourcentage du PIB	WDI
Épargne publique	Épargne publique brute, en pourcentage du PIB	WEO
Consommation publique	Dépense de consommation publique, en pourcentage du PIB	WEO
Solde de la balance courante	Balance des paiements, compte courant, total, net (BPM6), pourcentage du PIB	WEO
Taux d'inflation	Prix à la consommation, moyenne de la période, variation en pourcentage	WEO

TCER (filtre HP)	Écart du taux de change effectif réel (basé sur l'IPC) par rapport à la tendance standard filtrée par HP, en pourcentage	estimations des services du FMI
Ouverture commerciale	Somme des exportations et des importations, en pourcentage du PIB	WEO
Ouverture financière	Somme des actifs et passifs financiers mondiaux, en pourcentage du PIB	WEO
Crédit privé	Crédit au secteur privé, en pourcentage du PIB	IFS
Importations de TICs	Importations de biens des technologies de l'information et de la communication (pourcentage des importations totales de biens)	WDI
Patents par tête	Somme des demandes de brevet par les résidents et les non-résidents (pour 1000 personnes)	WDI, WEO
Accès à l'électricité	Pourcentage de la population ayant accès à l'électricité	WDI
Lignes de téléphones fixe	Abonnements au téléphone fixe (pour 100 personnes)	WDI
Polity2	Qualité du recrutement des cadres, contraintes sur le pouvoir exécutif et compétition politique, mesurée sur une échelle de -10 à +10, où -10 représente l'extrême le plus bas (i.e. monarchie héréditaire) et +10 l'extrême plus haut (i.e. démocratie consolidée).	Polity IV Project – Center for Systemic Peace
WGI (Worldwide Governance Indicators)	Première composante principale standardisée des scores sur six dimensions de la gouvernance (Voix et responsabilité, Stabilité politique et absence de violence, Efficacité du gouvernement, Qualité de la réglementation, État de droit, Contrôle de la corruption)	Le projet Worldwide Governance Indicators (WGI), par Natural Resource Governance Institute, Brookings Institute et la Banque mondiale
Libertés civiles	La somme des scores sur quinze indicateurs de libertés civiles (échelle de 1 à 60)	Freedom House
Valeur ajoutée agricole	Agriculture, valeur ajoutée, pourcentage du PIB	WDI
Valeur ajoutée manufacturière	Secteur manufacturier, valeur ajoutée, pourcentage du PIB	WDI; estimations des services du FMI
Valeur ajoutée industrielle	Secteur industriel, valeur ajoutée, pourcentage du PIB	WDI
Valeur ajoutée des services	Secteur de services, valeur ajoutée, pourcentage du PIB	WDI
Proportion des exportations manufacturières	Exportations de produits manufacturés (pourcentage des exportations de marchandises)	WDI
Diversification des exportations (construit)	Inverse d'un indice Herfindahl-Hirschman de concentration des exportations utilisant la SITC rev. 2, codes de produits à 4 chiffres, (0-1)	Atlas of Economic Complexity, estimations des services du FMI
Diversification des exportations (regressions)	Inverse de l'indice de diversification des exportations, qui reflète la somme des indices de Theil à marge intensive et extensive	IMF; Cadot et al. (2011)

Investissement direct étranger	Balance des paiements, investissement direct net, (BPM6), pourcentage du PIB	WEO
Indice de Gini	Aire entre la courbe de Lorenz et une ligne hypothétique d'égalité absolue, en pourcentage	WDI
Indice de parité entre les sexes en matière d'éducation	Ratio filles/garçons inscrits aux niveaux primaire et secondaire dans les écoles publiques et privées (0-1)	WDI
Taux d'alphabétisation	Pourcentage de personnes âgées de 15 ans et plus sachant lire et écrire	WDI
Taux brute de scolarisation primaire	Ratio de la scolarisation totale dans le primaire, quel que soit l'âge, par rapport à la population de l'âge concerné (pourcentage)	WDI
Taux brute de scolarisation secondaire	Ratio de la scolarisation totale dans le secondaire, quel que soit l'âge, par rapport à la population de l'âge concerné (pourcentage)	WDI
Taux brute de scolarisation tertiaire	Ratio de la scolarisation totale dans l'enseignement supérieur, quel que soit l'âge, par rapport à la population de l'âge concerné (pourcentage)	WDI
Taux de mortalité infantile	Nombre de nourrissons décédés avant d'atteindre l'âge d'un an, pour 1 000 naissances vivantes	WDI
Espérance de vie	Espérance de vie à la naissance, total (années)	WDI
Termes d'échange	Termes de l'échange de biens, variation en pourcentage	WEO
Taux d'intérêt aux USA	Taux effectif des fonds fédéraux américains, en pourcentage	FRED
Taux de croissance du PIB mondial	Croissance du PIB réel mondial, en pourcentage	WEO

POTENTIEL DE GAINS D'EFFICIENCE DES DEPENSES PUBLIQUES PRODUCTIVES POUR UNE CROISSANCE INCLUSIVE¹

Il est fondamental d'améliorer l'efficacité des dépenses publiques pour atteindre d'ambitieux objectifs sociaux et d'infrastructures, à plus forte raison lorsque les ressources budgétaires sont limitées. Le présent document propose une analyse de la composition des dépenses publiques de la Côte d'Ivoire ainsi qu'une évaluation de l'efficacité des dépenses consacrées à l'infrastructure, l'éducation et la santé. Une comparaison de la Côte d'Ivoire avec les pays de l'UEMOA, les pays préémergents et émergents avec les données disponibles montre que l'efficacité peut être considérablement améliorée. L'efficacité des dépenses publiques est d'autant plus essentielle que la crise de la COVID-19 a accentué la pression sur les services de santé et d'éducation.

A. Motivation

- 1. Les dépenses publiques productives sont essentielles au maintien d'une croissance robuste et inclusive en Côte d'Ivoire.** Le pays a enregistré des taux de croissance parmi les plus élevés du monde entre 2012 et 2019. Cependant, il reste confronté à des besoins sociaux et d'infrastructures considérables, auxquels les autorités devront absolument répondre pour accéder au statut de pays émergent.² Par ailleurs, l'amélioration des services de santé et d'éducation est nécessaire non seulement pour apporter les qualifications requises à la main-d'œuvre afin de maintenir le rythme de croissance, mais aussi pour assurer la résilience du pays aux crises sanitaires et l'inclusivité de la croissance.
- 2. Les besoins sont considérables alors que les ressources publiques sont limitées.** Comme de nombreux pays se trouvant au même stade de développement, la Côte d'Ivoire éprouve des difficultés à accroître ses recettes intérieures en raison d'un secteur informel très développé et des importantes exonérations fiscales accordées au secteur privé.
- 3. Dans ce contexte, l'amélioration des résultats ne passe pas nécessairement par une augmentation des dépenses, mais plutôt par une optimisation de ces dernières.** Au vu des ambitieux objectifs de développement durable (ODD) de la Côte d'Ivoire,³ il sera essentiel pour elle de fournir de meilleurs services. Compte tenu des contraintes budgétaires, l'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques pourrait passer par une meilleure affectation des ressources, en privilégiant les utilisations plus productives, et une utilisation plus judicieuse de ressources limitées.

¹Rédigé par Jean-Marc Fournier (département des finances publiques), Anna Fruttero (département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation) et Hermann Yohou (département Afrique).

²Voir le document de la série des questions générales intitulé « *Comment maintenir la dynamique de l'épisode de croissance en Côte d'Ivoire ?* » pour une analyse détaillée sur les caractéristiques des épisodes de croissance soutenue.

³L'assemblée générale des Nations Unies a adopté 17 objectifs de développement durable en septembre 2015, dans le cadre de l'Agenda 2030.

Le présent document est consacré à ce thème. Les dépenses publiques productives englobent ici l'investissement public, et les dépenses consacrées à la santé et l'éducation. La suite du document est construite comme suit : la première section porte sur la part des dépenses affectée à des utilisations productives ; la deuxième section étudie les marges de manœuvre disponible pour améliorer l'efficacité de l'investissement public ; la troisième section analyse le potentiel du capital humain en matière d'éducation et de santé.

B. Affecter les ressources publiques à des dépenses productives

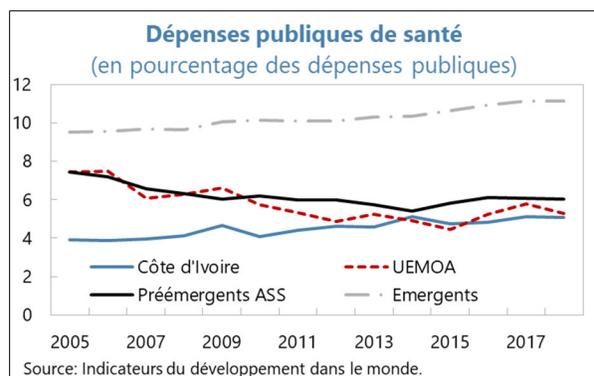
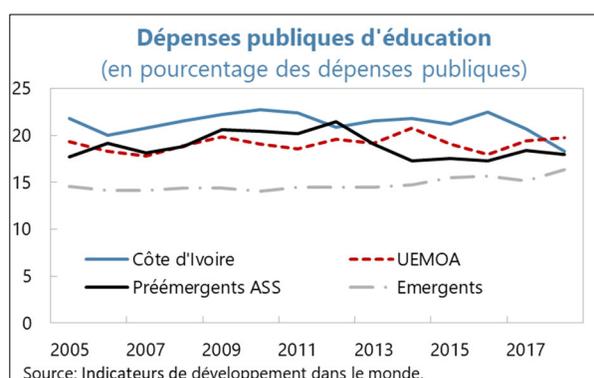
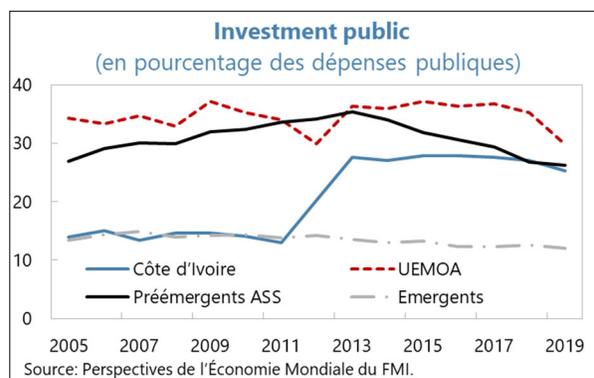
4. Depuis 2011, les autorités donnent la priorité aux dépenses productives.

L'augmentation des dépenses productives a principalement porté sur l'investissement public, dont la part dans le total des dépenses est passée de 13 à 25 % entre 2011 et 2019. En revanche, l'accroissement des dépenses de santé a été moins marqué : de 4,4 % des dépenses publiques en 2011 à 5,1 % en 2018. Quant aux dépenses d'éducation, leur part dans les dépenses publiques a légèrement diminué récemment. Dans le même temps, la part du total des dépenses dans l'économie totale a augmenté, si bien que l'augmentation des dépenses publiques productives exprimée en part du PIB est plus forte.

5. S'agissant du pourcentage de l'investissement public et des dépenses d'éducation dans les dépenses totales, la Côte d'Ivoire est proche de ses homologues.

En revanche, elle est en retard sur les dépenses de santé. Les dépenses publiques consacrées à l'éducation sont légèrement supérieures à celles de ses homologues, tandis que le niveau de ses dépenses de capital physique est proche de celui des pays pairs. En revanche, les dépenses de santé sont bien inférieures à celles des pays émergents, bien que comparables à celles des pays de l'UEMOA et des pays préémergents. Cet écart est encore plus large si l'on considère la part des dépenses de santé dans le PIB.

6. Ces évolutions posent la question de l'efficacité de ces dépenses. Les autorités tirent-elles le meilleur parti de ces dotations à la hausse ? Il convient d'accorder une attention particulière



à l'efficacité. En effet, l'accroissement des dépenses peut mettre à l'épreuve les capacités de l'État (ex. : Presbitero, 2016). Pour répondre à cette question, nous allons mettre en relation les montants dépensés avec les résultats obtenus dans chaque secteur.

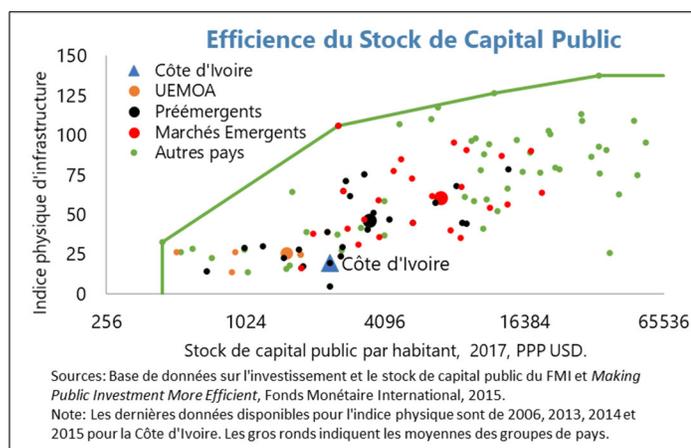
C. Investissement public dans le capital physique

Analyse d'efficacité de l'investissement public

7. L'analyse d'efficacité de l'investissement public est effectuée en comparant les dépenses qui y sont consacrées aux résultats obtenus. À cet effet, nous mettons en relation des indicateurs sur les résultats des investissements publics avec le montant dépensé dans un large éventail de pays dans le monde. Avec ces éléments, nous calculons la « frontière d'efficacité », à savoir le meilleur score d'efficacité observé à l'échelle mondiale (encadré 1). Les résultats de la Côte d'Ivoire sont évalués avec les indicateurs quantitatifs disponibles tels que la longueur des réseaux routiers ou la perception de la qualité des infrastructures. Nous reprendrons plus tard cette méthodologie pour les dépenses d'éducation et de santé.

8. Les indicateurs quantitatifs des résultats laissent apparaître une faible efficacité de l'investissement public. Dans un premier temps, nous mettons en relation les dépenses d'investissement public et leur conversion en stock de capital par habitant⁴ avec un « indice de production physique », qui conjugue différents indicateurs de l'infrastructure économique (longueur du réseau routier, production d'électricité et accès

à l'eau) et sociale (nombre d'enseignants du secondaire et de lits d'hôpitaux). La collecte de données prend du temps, et le stock d'infrastructures se construit sur une longue durée, de sorte que cette analyse reflète l'efficacité des investissements sur une longue période. Les progrès récents qui ne sont pas reflétés dans cette analyse incluent la mise en œuvre effective du Plan Social du Gouvernement (PSGouv), tel que l'électrification de plus de 900 villages par an en 2019 et 2020, contre 260 par an en 2011-18. De plus, cette analyse ne tient pas compte de facteurs spécifiques à chaque pays comme les montagnes, les fortes pluies ou les températures qui peuvent affecter les coûts et les résultats. Cette analyse montre que malgré un montant d'investissement supérieur à la



⁴Les données sur le stock du capital public sont compilées pour arriver à une valeur cumulée de l'investissement public dans le temps, corrigée de la dépréciation. La dépréciation est globalement similaire entre les pays. C'est donc le stock de capital qui prévaudrait si tous les pays avaient la même efficacité. Par conséquent, les décalages entre cet indicateur et un indicateur de résultat peuvent être la conséquence d'inefficiences. Les informations sur l'investissement public et privé, et le PIB sont tirées des comptes nationaux des Penn World Tables (PWT, version 9.1) et des *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI (PEM, édition d'avril 2019). Voir Gupta *et al.* (2014), et Kamps (2006) pour plus de détails sur le calcul dans l'*IMF Investment and Capital Stock Dataset*.

moyenne des pays de l'UEMOA, les résultats sont inférieurs à la moyenne de cette dernière. De plus, les résultats sont largement au-dessous de ceux des pays préémergents et émergents, et dans l'ensemble très éloignés de la « frontière d'efficacité ».

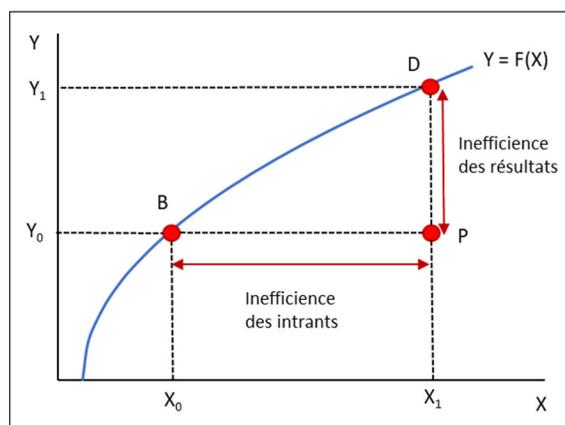
Encadré 1. Mesurer l'efficacité en utilisant les méthodes des frontières

Les méthodes des frontières comparent un pays donné à des pays de référence qui exploitent au mieux un ensemble d'intrants donnés. Prenons par exemple un pays P qui dépense X_1 et obtient un résultat Y_0 , qui peut correspondre à la longueur du réseau routier du pays, à un score d'évaluation scolaire ou à un indicateur de performance du système de santé. Un autre pays D , qui est plus efficace, obtient un meilleur résultat avec le même niveau de dépenses. La distance entre le pays P et le pays D permet de déterminer dans quelle mesure le pays P pourrait améliorer son efficacité pour atteindre le même résultat que D . Cette distance est appelée « inefficacité des résultats ». Il est également possible de comparer le pays P avec le pays B , qui obtient le même résultat avec le plus bas niveau de dépenses possible, X_0 . Cette distance est appelée « inefficacité des intrants ». Les pays obtenant les meilleurs résultats forment une « frontière d'efficacité » qui met en relation, pour chaque niveau de dépenses X , le meilleur résultat $F(X)$ obtenu dans le monde. L'analyse par enveloppement des données fait partie des méthodes permettant de dessiner cette frontière d'efficacité, qui « enveloppe » tous les pays. Cette méthode est fréquemment utilisée pour évaluer l'efficacité des dépenses publiques (ex. : FMI, 2015, Garcia-Escribano et Yue Liu 2017 ; et Baum *et al.*, 2020).

Les analyses peuvent être réalisées avec un ou plusieurs résultats, et un ou plusieurs intrants.

L'exemple ci-dessous représente un exemple avec un seul intrant et un seul résultat afin de présenter un graphique simple en deux dimensions. Mais un processus de production peut nécessiter plusieurs intrants et générer plusieurs résultats. L'analyse par enveloppement des données peut être étendue à ces cas-là. Par exemple, les autorités ont besoin d'argent et de technologie pour construire des infrastructures. L'analyse d'efficacité utilisée pour l'évaluation de la gestion des investissements publics (EGIP) utilise donc deux intrants : le stock de capital public, qui correspond à l'argent dépensé, et le PIB par habitant, qui représente l'accès à la technologie. Dans ce cas, les résultats sont relatifs car ils reflètent l'efficacité pour un niveau de développement donné.

Dans ce document, nous nous intéressons davantage à l'inefficacité des résultats qu'à celle des intrants. Cela tient au fait qu'en Côte d'Ivoire, le niveau élevé des besoins de services publics implique que les gains d'efficacité doivent davantage porter sur l'amélioration des résultats que sur la réduction des dépenses.

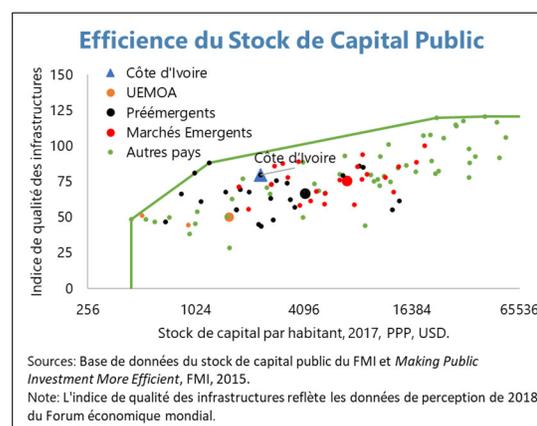
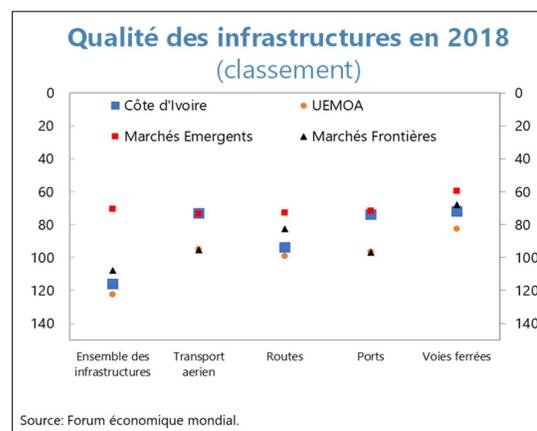


9. Une analyse similaire fondée sur des indicateurs qualitatifs aboutit à une évaluation plus positive.

- Les indicateurs quantitatifs de résultats sont longs à constituer et ils ne reflètent pas correctement la qualité des infrastructures, donc l'analyse ci-dessus pourrait manquer d'exhaustivité s'agissant de l'efficacité de l'investissement public. Pour la compléter, les indicateurs de perception du Forum économique mondial observés en 2019 sont donc pris en compte. Les principaux avantages de ces indicateurs sont liés au fait que l'étude i) est

récente, ii) mesure la qualité, ce qui vient compléter les indicateurs qualitatifs, et iii) reflète la perception par les dirigeants du secteur privé, dont l'avis compte traditionnellement pour les décisions d'investissement étranger. En revanche, ces données peuvent être biaisées en faveur de la qualité des infrastructures dans les grandes villes ou des besoins des entreprises, et elles sont par nature subjectives. Elles doivent donc être interprétées avec prudence.

- Les indicateurs de la qualité des infrastructures dressent un tableau moins négatif. La Côte d'Ivoire figure au 116^e rang du classement du Forum économique mondial relatif à la qualité des infrastructures, pour un classement moyen de 97 pour les pays préémergents et de 71 pour les pays émergents. De plus, l'évaluation est contrastée : la qualité des transports aériens et des ports est proche de la perception moyenne dans les pays émergents. Cela traduit un haut niveau de qualité en matière de commerce international. En revanche, les perceptions relatives aux réseaux routiers et ferroviaires, qui relient l'arrière-pays au littoral, sont inférieures aux moyennes des pays émergents, et proches des moyennes de l'UEMOA et des pays préémergents. L'étude du Forum économique mondial laisse apparaître un potentiel de gain de productivité supérieur sur les projets d'investissement consacrés aux réseaux routiers et ferroviaires. De plus, ces derniers seraient favorables à une croissance plus inclusive en orientant les dépenses vers les régions moins développées sur le plan économique.
- En utilisant l'indicateur qualitatif de résultats, l'évaluation de l'efficacité de l'investissement en Côte d'Ivoire se révèle plus positive. La qualité des infrastructures est légèrement supérieure à la moyenne des pays émergents, malgré un niveau de stock de capital bien inférieur. Toutefois, le réseau de transports intérieurs (routiers et ferroviaires) offre un potentiel d'amélioration.



10. En tenant compte du niveau de développement de la Côte d'Ivoire, l'efficacité de l'investissement public semble globalement adéquate, comme l'avait montré l'évaluation de la gestion des investissements publics 2017 (EGIP, Fouad *et al.* 2017) reflétant les données disponibles en 2016. L'EGIP apporte un angle complémentaire car dans son analyse d'efficacité, elle tient aussi

compte du niveau de la technologie disponible, représentée par le PIB par habitant (encadré 1). Avec ce paramètre supplémentaire, l'analyse considère comme normal qu'un pays avec un moins bon accès à la technologie obtienne de moins bons résultats. En s'appuyant sur cet indicateur, l'analyse utilisant la mesure qualitative des résultats aboutit à un score d'efficacité légèrement inférieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne. En revanche, elle arrive à un score d'efficacité proche de 1 (le maximum) en utilisant une mesure qualitative de l'infrastructure. Cela indique que compte tenu du niveau d'accès à la technologie, la perception est satisfaisante. Cela peut tenir à la bonne prestation en infrastructures de transport commercial. En revanche, la fourniture d'infrastructures sociales, notamment en ce qui concerne les hôpitaux, est en retard, ce qui est plutôt révélé par l'indicateur quantitatif. En somme, cette analyse suggère une marge d'amélioration de l'efficacité et révèle qu'il convient de mettre l'accent sur les infrastructures sociales.

Possibilités de mesures destinées à améliorer l'efficacité de l'investissement public

11. Alors que la Côte d'Ivoire entend atteindre le statut de pays émergent, elle dispose d'une marge pour renforcer la gestion des finances publiques liée aux investissements publics :

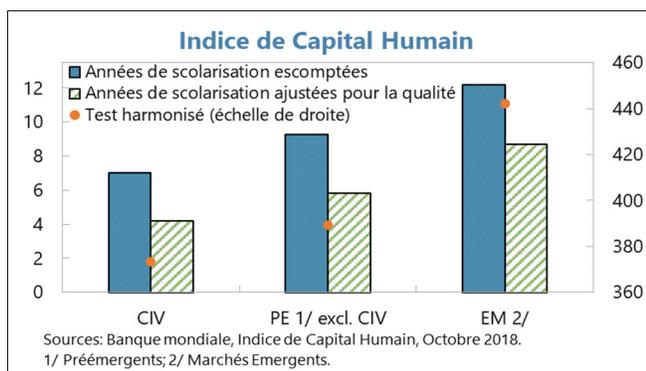
- La dernière EGIP a laissé apparaître qu'une meilleure gestion de l'investissement public pourrait améliorer l'efficacité de ce dernier (Fouad et al., 2017). Les autorités ont suivi certaines des recommandations de l'EGIP s'agissant du cadre réglementaire, comme le montre le programme pluriannuel visant à améliorer l'efficacité de la planification. De plus, la mise en œuvre de l'approche budget-programme, inaugurée avec le budget 2020, donne l'occasion de clarifier l'allocation de l'investissement public. Cependant, des lacunes demeurent s'agissant de la concrétisation. Par exemple, il existe des différences importantes entre les dépenses planifiées dans le programme d'investissement pluriannuel et le projet de loi de finances ; la coordination entre les administrations locales et l'administration centrale pourrait être améliorée ; et des décrets de la loi de décentralisation de 2003 n'ont pas encore été adoptés. Enfin, une systématisation des analyses de coûts et des études de faisabilité des nouveaux projets permettrait un meilleur ciblage vers les besoins les plus pressants.
- Le recours croissant aux partenariats public-privé (PPP) devrait être encadré par des règles plus claires. Les autorités recourent davantage aux PPP pour combler les lacunes d'infrastructures. Ces partenariats peuvent améliorer l'efficacité car ils sollicitent la participation du secteur privé au développement des infrastructures et à la fourniture de services. Cependant, pour que cela se matérialise, il convient de s'appuyer sur un cadre de gouvernance robuste afin de gérer les risques et d'éviter les coûts inattendus (Irwin et al., 2018). Ce cadre doit notamment fixer des règles transparentes afin d'assurer l'équité entre tous les acteurs. En 2018, 85 % de la valeur des PPP passés en Côte d'Ivoire avaient été attribuée au moyen de procédures exceptionnelles. À ce stade, il conviendrait d'examiner les méthodes utilisées afin d'identifier les moyens de réduire cette part, y compris en rationalisant les démarches de sorte que tous les acteurs de l'administration publique et du secteur privé puissent appliquer les procédures normales.

- La récente réforme portant sur la passation des marchés publics doit être pleinement mise en œuvre. Alignée sur les directives de l'UEMOA relatives à la passation des marchés publics, la réforme vise à faciliter les procédures d'appel d'offres électroniques et à améliorer la transparence, en désignant notamment un responsable au sein de chaque ministère. La réforme contribuera à la reddition de comptes et à une sélection équitable des meilleures offres, mais sa mise en œuvre doit être surveillée de près. En effet, le passage aux procédures en ligne nécessite des outils technologiques performants et une formation adaptée. Par ailleurs, les retards de paiement doivent être maîtrisés, notamment pendant la transition menant à la nouvelle législation sur la passation des marchés publics.

D. Investissement public dans le capital humain

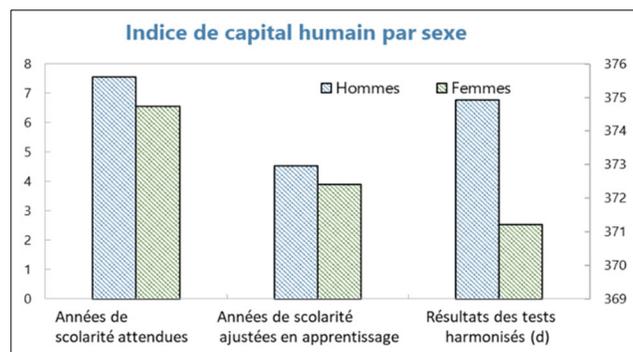
12. Pour atteindre le statut de marché émergent, la Côte d'Ivoire doit accompagner l'investissement dans les infrastructures d'investissement dans l'éducation et la santé afin d'accumuler du capital humain. Le capital humain étaye la croissance par sa capacité à absorber et adapter de nouvelles technologies, à innover et à diversifier l'économie en faveur des secteurs à forte productivité

(transformation structurelle). Il est donc capital d'investir dans le capital humain, non seulement en termes de montant des dépenses, mais aussi d'efficacité pour produire de bons résultats.



13. En Côte d'Ivoire, le capital humain est un facteur limitant important. La Côte d'Ivoire occupe la 149^e place sur 157 à l'indice de capital humain (indice composite qui mesure le niveau de capital humain qu'un enfant né aujourd'hui est susceptible d'atteindre d'ici ses 18 ans). Dans la plupart des sous-indices, la Côte d'Ivoire est en retrait des pays de la région ou de ceux appartenant au même groupe de revenu : i) la productivité

d'une fille née en Côte d'Ivoire aujourd'hui ne sera qu'à 35 % de la productivité qui aurait prévalu si elle grandissait avec une éducation complète et en pleine santé ; ii) 22 % des enfants accusent un retard de croissance, ce qui les expose à un risque de handicap mental et physique à long terme ; iii) le nombre d'années de scolarité attendues pour un enfant entrant à l'école à l'âge de 4 ans n'est que de 4,2 ans, et à la sortie de l'école primaire, les jeunes Ivoiriens maîtrisent moins bien le français et le calcul que les jeunes Burundais ou Sénégalais ; iv) la durée de scolarité d'un enfant ivoirien est



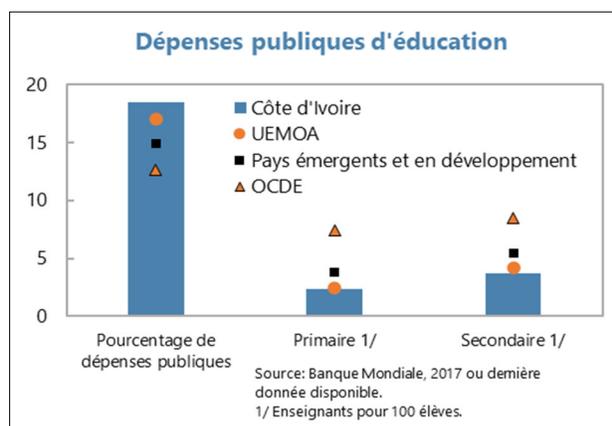
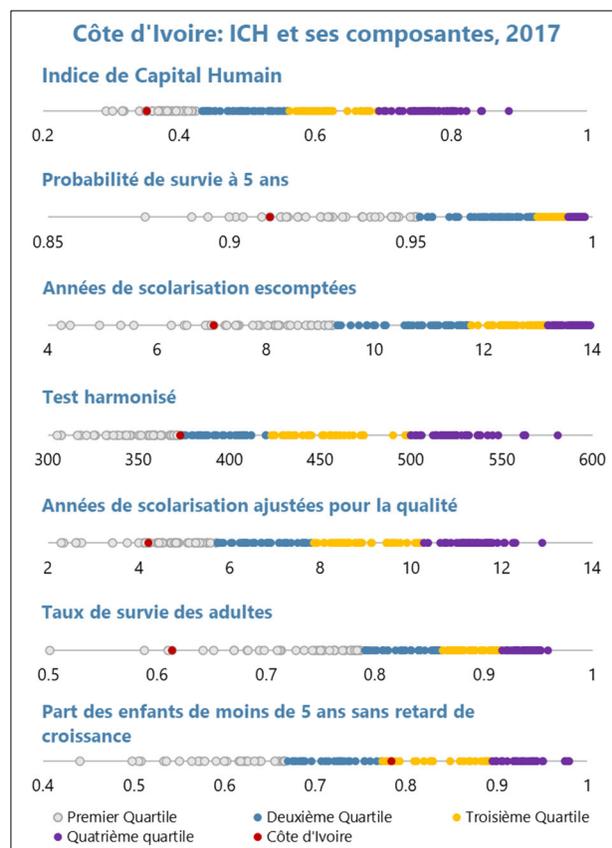
en moyenne inférieure de moitié à celle d'un enfant des pays émergents ; et v) les résultats en termes d'éducation sont encore moins bons chez les femmes. Ces éléments constituent des freins de taille dans la mesure où plusieurs compétences essentielles à la productivité sont généralement acquises à l'école (Morisset, 2017).

Structure des dépenses publiques en faveur de l'éducation

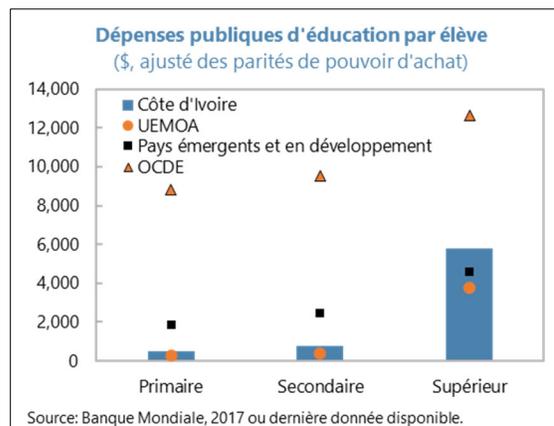
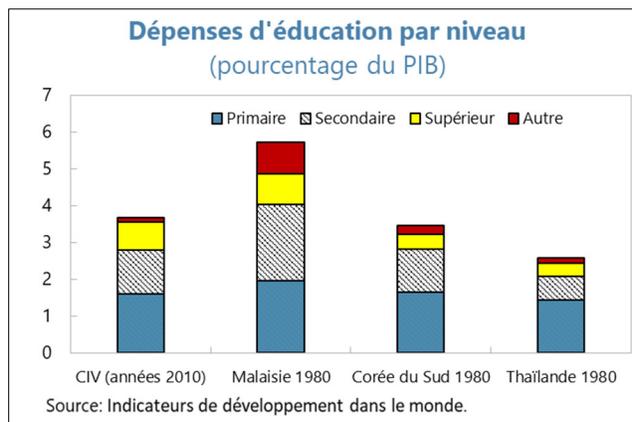
14. La Côte d'Ivoire affecte une part élevée de ses dépenses publiques à l'éducation, mais elle se situe au-dessous de ses homologues de l'UEMOA en part de ces dépenses dans le PIB. Les autorités ivoiriennes affectent environ un cinquième des dépenses publiques à l'éducation, un niveau proche de la moyenne des pays préémergents et supérieur à celui des pays émergents. Cependant, il s'agit là d'une part importante dans un ratio dépenses totales/PIB relativement bas. En part du PIB, les dépenses d'éducation en Côte d'Ivoire (3,3 % en 2018) se situent au-dessous des moyennes des pays préémergents (4 % en 2018) et des pays émergents (4,3 % en 2018).

15. Aussi, la composition des dépenses d'éducation pourrait nécessiter un rééquilibrage et une attention particulière doit porter sur la qualité de l'éducation. La Côte d'Ivoire consacre beaucoup plus de dépenses par étudiant inscrit en cycle supérieur que les autres pays de l'UEMOA et les pays émergents et en développement, et elle investit beaucoup moins dans le primaire que les pays émergents et en développement. Sur la période 2016-2018, plus de 20 % des dépenses d'éducation ont été destinées à l'enseignement supérieur et seulement 40 % au primaire. La Thaïlande et la Corée du Sud au début des années 80,

lorsqu'ils présentaient un niveau de revenu par habitant similaire, accordaient une priorité plus grande à l'école primaire, et la Malaisie consacrait une plus grande part de son PIB à l'école primaire

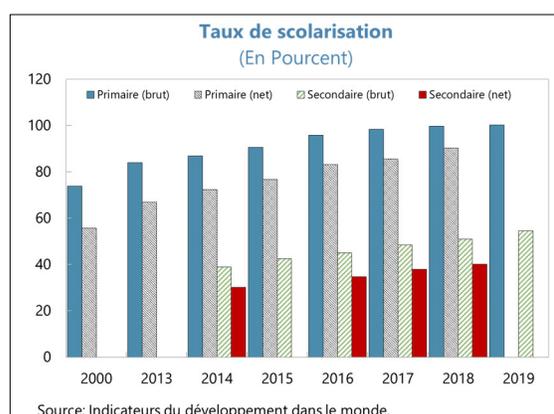


et secondaire.⁵ Il est fondamental de mettre suffisamment de ressources à disposition pour assurer la qualité de l'enseignement primaire et secondaire.



16. Bien qu'efficaces, les efforts déployés pour augmenter le taux de scolarisation sont loin d'avoir atteint les résultats visés, notamment dans le secondaire, ce qui complique l'amélioration des performances en matière d'éducation.

Sous l'effet des efforts délibérés visant à apporter une éducation à tous les enfants, le taux de scolarisation a considérablement augmenté à tous les niveaux, même si l'objectif d'éducation primaire universelle n'est pas encore atteint. Le taux brut de scolarisation dans le primaire a augmenté



de plus de 20 points de pourcentage depuis 2000, atteignant 100 % en 2018. Le taux net de scolarisation dans le primaire a lui aussi augmenté de façon considérable pour atteindre 90 % en 2018. Même s'il progresse, le taux de scolarisation dans le secondaire reste faible puisque plus de la moitié des enfants éligibles n'étaient pas scolarisés dans le secondaire en 2018. Cette progression des inscriptions peut constituer une difficulté supplémentaire s'agissant de la qualité de l'éducation, notamment si le nombre d'enseignants n'augmente pas d'autant, ce qui peut augmenter le ratio élèves/enseignant.

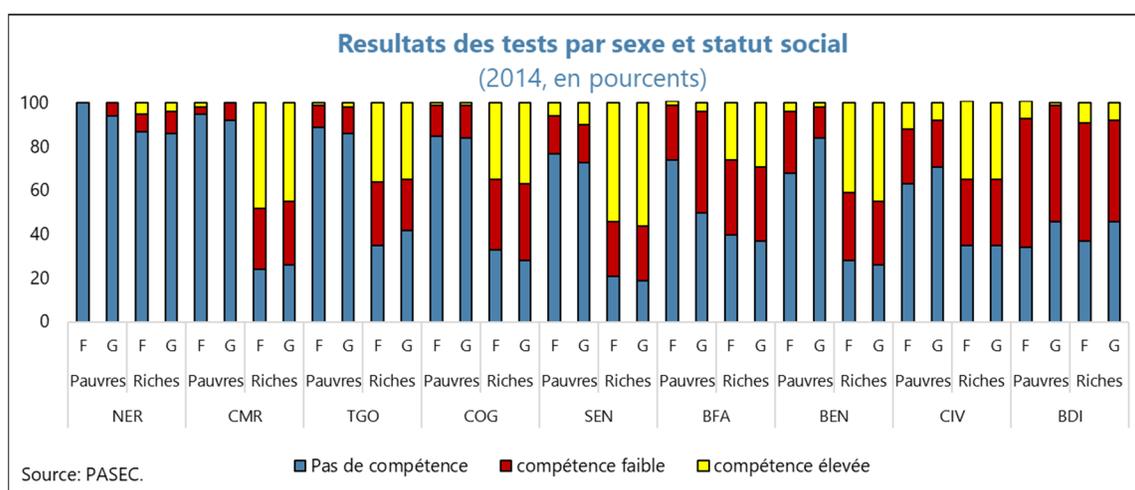
Analyse d'efficience des dépenses d'éducation

17. Malgré des dépenses d'éducation relativement élevées, la Côte d'Ivoire obtient des résultats médiocres en termes de qualité et d'apprentissage. La qualité de l'apprentissage à l'école est un concept vaste, l'analyse est centrée ici sur l'apprentissage de compétences fondamentales en français et en mathématiques. Comme dans de nombreux pays d'Afrique de

⁵ Les dépenses d'éducation sont en part de PIB avant la transition vers le SCN 2008 en raison de délais de collecte de données dans les bases de données internationales. Avec le niveau de PIB révisé, le ratio des dépenses d'éducation au PIB serait inférieur.

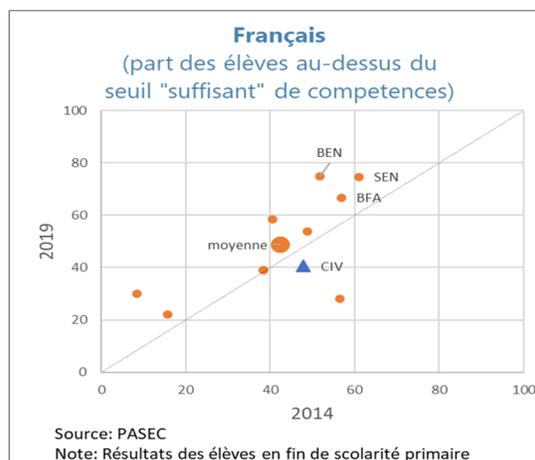
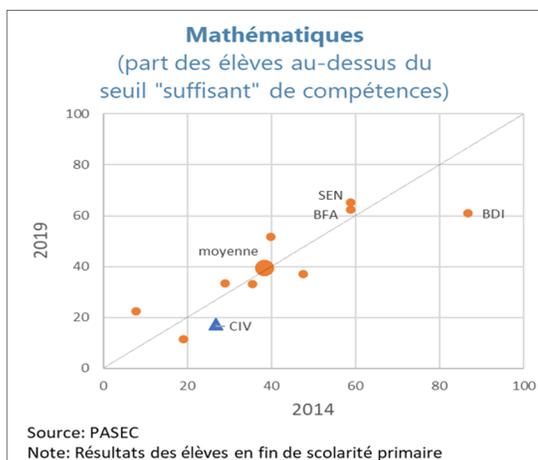
l'Ouest et centrale, les élèves présentent des lacunes en français et en mathématiques. En 2019, seuls 3 % des élèves de sixième avaient un niveau de compétence élevé en mathématiques et 83 % n'étaient pas suffisamment compétents.⁶ En français, 22 % présentaient un niveau de compétence élevé et 60 % un niveau insuffisant.

18. Il existe un écart considérable entre les enfants des familles aisées et ceux des familles pauvres en termes d'acquis éducatifs. Les résultats des évaluations de 2014 montrent que 35 % des enfants de ménages aisés ont atteint un niveau de compétence élevé et 35 % présentaient un niveau de compétence insuffisant. Chez les ménages pauvres, 63 % (71 %) des filles (garçons) ne sont pas compétent(e)s, et seulement 12 % (8 %) des filles (garçons) présentent un niveau de compétence élevé. Les résultats sont nettement moins bons dans les zones rurales, où la part des ménages pauvres est plus élevée.

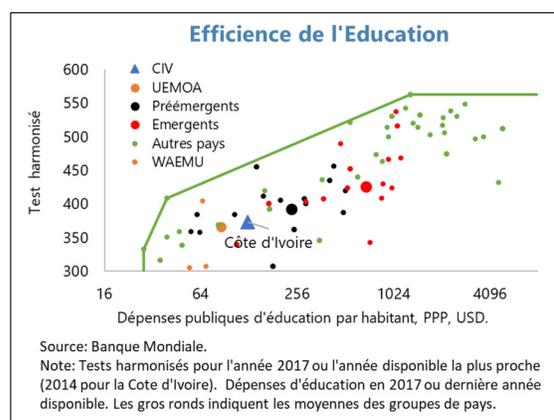


19. De plus, ces résultats se sont détériorés en l'espace de cinq ans. Récemment publiées, les données du PASEC 2019 dressent un tableau plutôt sombre de la situation. Les résultats des élèves ivoiriens se sont détériorés en mathématiques comme en français. Parallèlement, l'augmentation des taux de scolarisation a amélioré l'accès à l'éducation des enfants issus de milieux défavorisés : la part des élèves en fin de cycle primaire dont au moins un des deux parents est illettré est passée de 66 % en 2014 à 77 % en 2019 dans l'étude du PASEC. La baisse des résultats aux évaluations s'explique donc peut-être par la difficulté à dispenser un enseignement efficace aux élèves issus de milieux défavorisés.

⁶Correspond à l'âge de 11 ans en Côte d'Ivoire.



20. La Côte d'Ivoire est loin de la frontière d'efficacité s'agissant des dépenses d'éducation. Si l'on considère les acquis éducatifs scolaires en se référant aux résultats harmonisés des évaluations par la Banque mondiale afin de faciliter la comparaison au-delà des pays francophones de l'Afrique subsaharienne dans la mesure du possible (Patrinos et Angrist, 2018), on constate que la Côte d'Ivoire affiche des performances médiocres par rapport à ses homologues.⁷ Malgré des dépenses supérieures à celles des pays de l'UEMOA, elle obtient de moins bons résultats en moyenne. Par exemple, en dépensant deux fois moins que la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso obtient le deuxième score le plus élevé des pays de l'UEMOA, juste derrière le Sénégal. Le Kenya obtient de bien meilleurs résultats en matière d'éducation, près de la frontière d'efficacité, avec des dépenses par habitant à peine supérieures.



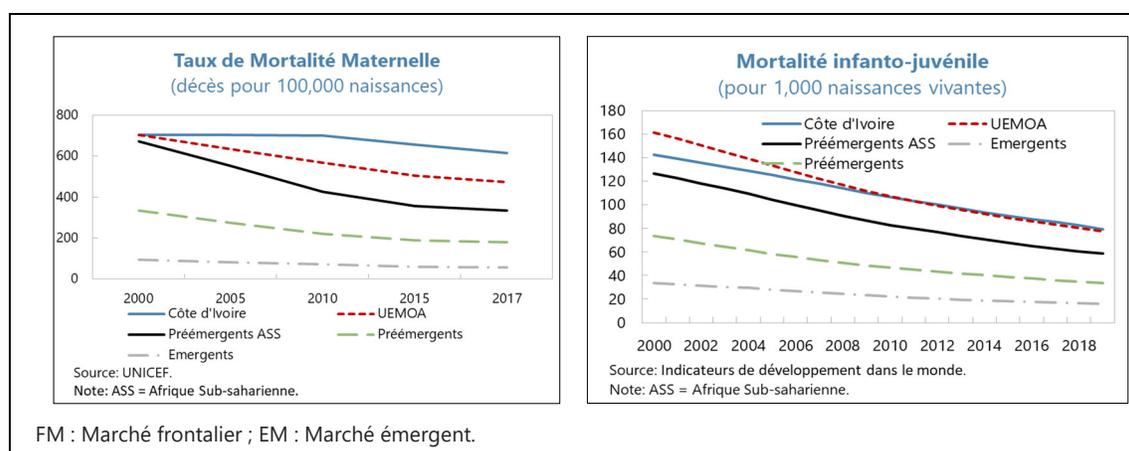
Analyse d'efficacité des dépenses de santé

21. Les résultats en matière de santé sont également en retrait, malgré l'augmentation des dépenses publiques dans ce domaine. Les dépenses de santé ont plus que doublé en termes réels au cours de la dernière décennie. Le taux de croissance de ces dépenses a été plus rapide que dans les pays préémergents et émergents, bien que leur part dans le PIB reste très faible par rapport à ces groupes. Dans le même temps, le taux de mortalité maternelle n'a diminué que de 6 % et le taux de mortalité des moins de 5 ans de 10 % entre 2015 et 2018, bien en deçà des 30 et 50 % visés par le Plan national de développement sanitaire des autorités (PNDS, 2016–20). Ces deux indicateurs peuvent ne pas refléter l'ensemble des résultats de santé, mais ils sont pertinents pour jauger l'efficacité car ils sont relativement faciles à mesurer et ils reflètent la capacité du système de soin à traiter des patients vulnérables – les plus jeunes et leurs mamans. Ces faibles résultats soulignent la nécessité d'améliorer l'efficacité de la santé publique de façon à ce que l'augmentation des

⁷Ce score harmonisé est calculé en utilisant les données du PASEC 2014.

dépenses se traduise par une baisse des taux de mortalité. Ils indiquent également que les effets des problèmes de santé préexistants sont beaucoup plus importants que ceux de la pandémie de COVID-19. Par exemple, 60 000 enfants décèdent avant l'âge de cinq ans chaque année en Côte d'Ivoire, alors que 137 décès dus à la COVID-19 ont été recensés en 2020.⁸ Cette section est donc consacrée à ces faiblesses préexistantes.

22. D'autres pays obtiennent de bien meilleurs résultats en matière de santé avec des niveaux de dépenses similaires. Au Rwanda, par exemple, les taux de mortalité maternelle et chez les enfants de moins de cinq ans sont deux fois moins élevés, avec des dépenses de santé par habitant inférieures. Le Sri Lanka se situe à la frontière, avec des résultats encore meilleurs et des dépenses légèrement inférieures. Les mauvais résultats de la Côte d'Ivoire semblent donc tenir à une efficacité insuffisante des dépenses de santé (Bissouma-Ledjou *et al.*, 2018).

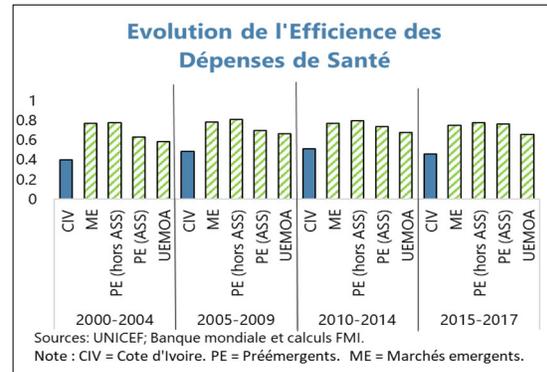
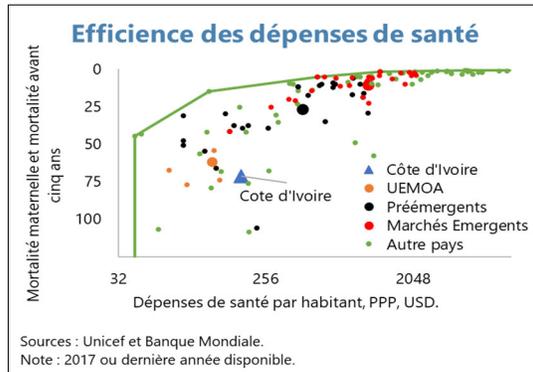


23. Une analyse par enveloppement des données montre que la Côte d'Ivoire possède effectivement l'un des systèmes de santé les moins efficaces.⁹ Il en ressort que sur une moyenne englobant les deux dernières décennies, la Côte d'Ivoire figure en avant-dernière position. Cette situation ne change pas depuis 2015, période au cours de laquelle l'efficacité des dépenses de santé s'est dégradée, ce qui laisse à penser que les autorités consacrent davantage de dépenses à la santé sans en obtenir les résultats correspondants.¹⁰

⁸Voir le rapport des services pour en savoir plus sur l'évolution de la pandémie de COVID-19 en Côte d'Ivoire.

⁹Pour représenter les résultats en matière de santé, nous combinons les taux de mortalité maternelle et chez les enfants de moins de cinq ans, et nous ajoutons les dépenses de santé extérieures (donateurs) aux dépenses publiques de santé. Plusieurs facteurs (tels que les dépenses de santé du secteur privé, l'accès à une source d'eau améliorée et les réseaux d'assainissement) sont ajoutés dans l'analyse afin de neutraliser l'effet de ces autres facteurs sur les résultats en matière de santé. Les moyennes d'intrants sur cinq ans (trois ans pour la dernière sous-période) sont associées au résultat subséquent pour tenir compte du décalage de l'effet des mesures.

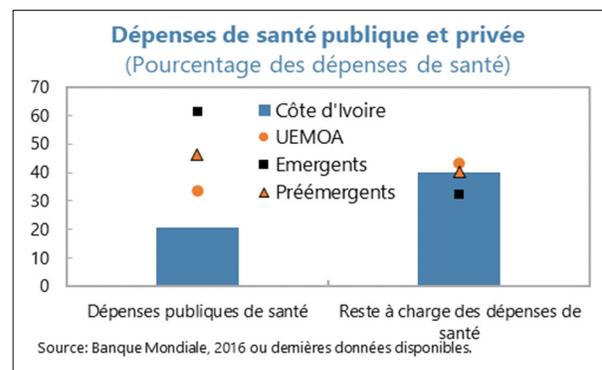
¹⁰La faible efficacité et le déclin constatés sont robustes à une analyse d'efficacité utilisant différents ensembles d'intrants.



24. La difficulté à fournir des services de santé publique à l'ensemble de la population contribue probablement à cette ineffizienz. Seulement un cinquième des dépenses de santé sont publiques et la part des dépenses de santé à la charge des ménages est supérieure à celle des pays préémergents et émergents. Par conséquent, les services de santé se révèlent trop onéreux par une grande partie de la population, qui renonce aux soins ou se retrouve en situation de pauvreté extrême en cas de problème de santé (Banque mondiale, 2019). En revanche, le recours accru aux paiements anticipés et aux caisses communes peut générer des gains d'effizienz en renforçant le pouvoir de négociation des acheteurs (Banque mondiale, 2019). Les réalisations du PSGouv peuvent atténuer les préoccupations sur les inégalités de santé, y compris avec la construction de latrines dans des écoles rurales et l'accélération du déploiement de la couverture maladie universelle. La population inscrite dans ce dispositif a augmenté de plus de cinquante pourcents en 2020 pour atteindre 2.9 millions de personnes. Renforcer les capacités du système de santé est nécessaire pour s'assurer que les inscrits peuvent effectivement bénéficier de services de santé.

E. Conclusion

25. Si elle n'améliore pas l'effizienz de ses dépenses publiques productives, plus particulièrement dans les domaines de l'éducation et de la santé, la Côte d'Ivoire éprouvera des difficultés à atteindre le statut de pays émergent. Bien que l'effizienz de l'investissement dans le capital public semble correcte, on constate encore une marge d'amélioration par rapport aux autres pays préémergents et émergents. De plus, le pays est en retrait de ses homologues s'agissant de l'effizienz des dépenses d'éducation et de santé.



26. Une approche bien ciblée améliorerait aussi l'inclusivité. L'adoption d'une stratégie commune pourrait améliorer les résultats grâce à un meilleur ciblage des services publics vers les personnes qui en ont le plus besoin. Les besoins en termes d'investissement public concernent en premier lieu la desserte routière et ferroviaire de l'arrière-pays ; les besoins en matière d'éducation

dans le primaire sont importants ; et les ménages à faible revenu ont besoin d'un meilleur accès aux services de santé. L'amélioration de l'efficacité des dépenses productives peut donc être profitable à double titre : pour stimuler la productivité et pour réduire les inégalités.

27. Ce diagnostic doit être suivi d'une conception soignée de mesures destinées à améliorer l'efficacité. Celles-ci peuvent porter sur la gestion des finances publiques, avec notamment un renforcement de la gouvernance,¹¹ ainsi que sur l'amélioration de la gestion de l'investissement public (plans de dépenses, affectations régionales et études de coûts/faisabilité), l'harmonisation des procédures de PPP et l'amélioration de la passation des marchés publics. Les dirigeants doivent également disposer des informations appropriées pour identifier les inefficiences au niveau des dépenses. La transition vers l'approche budget-programme en 2020 donne justement l'occasion d'améliorer la transparence au niveau de la classification des dépenses, de créer des outils liés aux performances et de mieux accorder les dépenses avec les objectifs politiques (Wiest *et al.*, 2019). L'élaboration plus systématique de rapports publics, couplée avec une amélioration de leur qualité et de leurs délais de parution, renforcerait les incitations à remédier aux inefficiences. Enfin, au-delà de l'amélioration globale de la gestion des finances publiques, il est urgent de concevoir des réformes des politiques sectorielles dans le domaine de l'éducation et de la santé, en collaboration avec des agences internationales si nécessaire.

28. Bien sûr, les limites des données disponibles restreignent la possibilité d'avoir une image complète. La plupart des analyses de cette étude requièrent des données internationales comparables qui sont parfois disponibles avec un délai. Les changements les plus récents de l'efficacité de la dépense publique peuvent donc ne pas se refléter dans cette analyse.

29. Conscientes du besoin de fournir de meilleurs services, les autorités planifient des politiques ambitieuses à cette fin dans le plan national de développement en cours de préparation. Les objectifs pourraient inclure l'augmentation des taux de scolarisation, la création de nouvelles classes et le recrutement d'enseignants. Le plan pourrait aussi viser à augmenter l'efficacité de la dépense d'éducation avec des mesures améliorant la gouvernance, le recrutement, la formation, le suivi et l'évaluation des enseignants, y compris avec le recrutement d'un personnel dédié et le recours aux nouvelles technologies. En ce qui concerne la santé, les autorités visent à augmenter l'espérance de vie et à réduire les taux de mortalité maternelle et infantile. Ce serait obtenu en augmentant la part des dépenses de santé dans la dépense publique, la construction de nouvelles infrastructures, la réduction des disparités d'effectifs médicaux entre les régions, la promotion du numérique pour aider le système de soin et le renforcement de la couverture maladie universelle.

¹¹Voir le document de la série des questions générales intitulé « *Cadre de gouvernance : situation actuelle et pistes pour l'avenir.* »

Bibliographie

- Andre, N. 2017. Mission d'assistance technique sur la modernisation des ressources humaines. IMF Technical Assistance Report.
- Baum, A., T. Mogues, and G. Verdier. 2020. "Getting the Most from Public Investment." In *Well Spent: How Strong Infrastructure Governance Can End Waste in Public Investment*, edited by G. Schwartz, M. Fouad, T. Hansen, and G. Verdier. Washington, DC: International Monetary Fund.
- Tania Bissouma-Ledjou, Hermann Djédjé Yohou, David Lago Gouali, Alexandre Guébo, Hélène Barroy, Laurent Musango, Yameogo Jean-Marie Vianny. 2018. *Espace budgétaire et efficience en Côte d'Ivoire : quelles marges de manoeuvre ?* Brazzaville : Organisation mondiale de la Santé, Bureau régional de l'Afrique.
- Fouad et al. 2017. *Evaluation de la Gestion des Investissements Publics – PIMA*. IMF Technical Assistance Report.
- Garcia-Escribano, M. and C. Yue Liu. 2017. *Expenditure Assessment Tool (EAT)*. IMF Technical Notes and Manuals.
- Gupta, S., and others, 2014, "Efficiency-Adjusted Public Capital and Growth," *World Economic Development*, Vol. 57, Issue C: pp. 164–78.
- IMF. 2015. *Making Public Investment More Efficient*, *IMF Staff Report*.
- IMF. 2019. *Domestic Arrears in Sub-Saharan Africa: Causes, Symptoms, and Cures*. IMF Sub-Saharan Africa Regional Economic Outlook.
- Irwin, T.; S. Mazraani and S. Saxena. 2018. *How to Control the Fiscal Costs of Public-Private Partnerships*. IMF How To Note No. 18/04.
- Kamps. 2006. "New Estimates of Government Net Capital Stocks for 22 OECD Countries, 1960–2001" *Staff Papers*, International Monetary Fund, Vol. 53, No. 1, pp. 120–50.
- Kapsoli and Teodoru. 2017. *Benchmarking Social Spending Using Efficiency Frontiers*. IMF Working Paper No. 17/197.
- Morisset, Jacques; Ndem, Andre Francis. 2017. *Le défi des compétences, pourquoi la Côte d'Ivoire doit reformer son système éducatif?* (French). Côte d'Ivoire economic update; no. 4. Washington, D.C. : World Bank Group.
- PASEC (2016). *PASEC2014 – Performances du système éducatif ivoirien : Compétences et facteurs de réussite au primaire*. PASEC, CONFEMEN, Dakar.

Patrinos and Angrist. 2018. Global Dataset on Education Quality Working Paper Serie No. 8592. The World Bank.

Presbitero, A. 2016. "Too Much and Too Fast? Public Investment Scaling-Up and Absorptive Capacity." *Journal of Development Economics* 120: 17–31.

Wiest, B., M.-L. Lelong, P. Roumegas and C. Wendling. 2019. Renforcer la transparence et valoriser l'information portant sur les Finances Publiques. IMF Technical Assistance Report.

World Bank. 2018a Procuring Infrastructure Public-Private Partnerships 2018.

World Bank 2018b. World Development Report 2018: Learning to Realize Education's Promise.

World Bank. 2019. High-Performance Health Financing for Universal Health Coverage (Vol. 2): Driving Sustainable, Inclusive Growth in the 21st Century (English). Washington, D.C. : World Bank Group.